

No. 32434

SENEGAL
and
GUINEA-BISSAU

**Agreement on management and cooperation. Signed at
Dakar on 14 October 1993**

**Protocol to the above-mentioned Agreement, concerning the
organization and operation of the Management and Co-
operation Agency. Signed at Bissau on 12 June 1995**

Authentic text: French and Portuguese.

Registered by Senegal on 10 January 1996.

SÉNÉGAL
et
GUINÉE-BISSAU

**Accord de gestion et de coopération. Signé à Dakar le 14 octo-
bre 1993**

**Protocole d'accord à l'Accord susmentionné, ayant trait à
l'organisation et au fonctionnement de l'Agence de ges-
tion et de coopération. Signé à Bissau le 12 juin 1995**

Texte authentique : français et portugais.

Enregistré par le Sénégal le 10 janvier 1996.

ACCORD¹ DE GESTION ET DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Le Gouvernement de la République du Sénégal
d'une part,
Le Gouvernement de la République de Guinée Bissau
d'autre part,

Soucieux de développer davantage les relations de bon voisinage et de coopération entre leurs deux pays, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Les deux parties exploiteront en commun une zone maritime située entre les azimuts 268° et 220° tracés à partir du Cap Roxo ;

Les mers territoriales respectives de la Guinée Bissau et du Sénégal sont exclues de cette zone d'exploitation commune. Toutefois, la pêche artisanale piroguière est autorisée à l'intérieur de la zone et dans les parties des mers territoriales comprises entre 268° et 220°.

ARTICLE 2

Le partage des ressources provenant de l'exploitation de cette zone se fera selon les proportions suivantes :

POUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES

50% POUR LE SENEGAL

50% POUR LA GUINEE BISSAU.

¹ Entré en vigueur le 21 décembre 1995 par l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Dakar, conformément à l'article 7.

POUR LES RESSOURCES DU PLATEAU CONTINENTAL

85% POUR LE SENEGAL

15% POUR LA GUINEE BISSAU.

En cas de nouvelles découvertes ces proportions seront révisées et la révision sera fonction de l'importance des ressources découvertes.

ARTICLE 3

Les dépenses déjà effectuées par les deux parties sur fonds d'Etat pour les recherches pétrolières dans la zone seront remboursées à chacune d'entre elles dans la proportion de sa participation, dans des conditions et selon des modalités à déterminer avant l'entrée en vigueur du présent Accord.

ARTICLE 4

Les deux Parties conviennent de mettre sur pied une Agence internationale pour l'exploitation de la zone ;

L'organisation et le fonctionnement de cette Agence feront l'objet d'un commun accord, dans un délai maximum de douze mois, à compter de la signature du présent instrument.

ARTICLE 5

Dès sa constitution, l'Agence succédera à la Guinée Bissau et au Sénégal dans les droits et les obligations découlant des Accords conclus par chacun des deux Etats et relatifs à l'exploitation des ressources de la zone.

ARTICLE 6

Par cet Accord, les Parties mettent en commun l'exercice de leurs droits respectifs, ceci est sans préjudice de titres juridiques antérieurement acquis par chacune d'elles et confirmés par décisions judiciaires, ainsi que des prétentions antérieurement formulées par elles relativement aux espaces non délimités.

ARTICLE 7

Le présent Accord entrera en vigueur dès la conclusion de l'Accord relatif à la création et au fonctionnement de l'Agence internationale et avec l'échange des instruments de ratification des deux Accords par les deux Etats.

ARTICLE 8

Cet Accord est en vigueur pendant une période de 20 ans renouvelable par tacite reconduction.

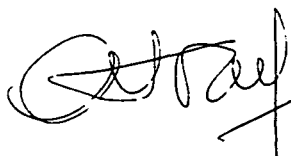
ARTICLE 9

Les différends concernant le présent Accord ainsi que l'Accord sur l'Agence internationale seront résolus dans une première phase par voie de négociations directes et, en cas d'échec, au terme d'un délai de six mois, par arbitrage ou par la Cour Internationale de Justice.

En cas de suspension du présent Accord ou à son terme, les deux Etats auront recours à la négociation directe, l'arbitrage ou à la Cour Internationale de Justice pour la Partie des délimitations non réglées.-

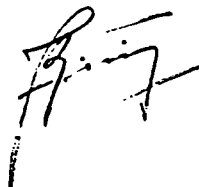
FAIT à Dakar, le 14 octobre 1993.

Pour le Gouvernement
de la République du Sénégal :



ABDOU DIOUF
Président de la République

Pour le Gouvernement
de la République de Guinée-Bissau :



JOÃO BERNARDO VIEIRA
Président de la République

PROTOCOLE D'ACCORD¹ AYANT TRAIT À L'ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE GESTION ET DE COOPÉRATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU ET LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL INSTITUÉE PAR L'ACCORD DU 14 OCTOBRE 1993

RESUME

Le Présent document essaie de traduire à la suite de la réunion de Lisbonne de Janvier 1994, les premiers échanges de vue entre les délégations des deux Etats Parties à l'Accord du 14 octobre 1993, quant à la forme, à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence créée en vertu dudit Accord.

La première partie de ce projet traite, au titre II, de la forme et de l'objet de l'Agence ; la deuxième partie traite de l'Agence qui comprend deux organes :

- La Haute Autorité, composée des Chefs d'Etat, de Gouvernement ou des personnes déléguées par eux, et le Secrétariat Général de l'Agence.

- L'Entreprise est l'organe par lequel l'Agence exerce la mission qui lui est dévolue par l'Accord du 14 octobre 1993.

La Haute Autorité est l'organe politique ; l'Entreprise, l'instrument de mise en oeuvre de cette politique et de gestion des ressources dans la zone.

L'Entreprise est une société anonyme de droit privé ayant un Conseil d'Administration et une Direction générale assistée de deux directions correspondant aux deux branches principales d'activités et une direction administrative et financière.

¹ Entré en vigueur le 21 décembre 1995 par l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Dakar, conformément à l'article 28.

Le Président de la Haute Autorité assure à la fois la fonction de Président du Conseil d'Administration pendant la durée de son mandat à la tête de la Haute Autorité.

Le titre IV traite du fonctionnement et des compétences de la Haute Autorité ; le titre V est consacré aux compétences du Secrétaire Général.

Les pouvoirs et les prérogatives du Conseil d'Administration seront définis dans les statuts de l'Entreprise.

La troisième partie indique, dans leurs grandes lignes, les différents domaines de coopération entre les Etats Parties et l'Agence.

La quatrième partie traite du droit applicable aux activités de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources de la zone et du règlement des différends.

La cinquième partie intéresse les dispositions transitoires devant permettre à l'Agence de commencer à fonctionner dès l'entrée en vigueur du présent Protocole en attendant la constitution définitive de l'Entreprise.

La sixième partie traite des clauses finales, à savoir les possibilités d'amendements du présent Protocole et sa date d'entrée en vigueur.

Telle est l'économie de ce texte.

SOMMAIRE

PREAMBULE

PREMIERE PARTIE

I.- TITRE PREMIER - DEFINITIONS

- Article 1 - Définitions

II.- TITRE II - DENOMINATION, SIEGE, FORME ET OBJET

- Article 2 - Dénomination
- Article 3 - Siège
- Article 4 - Forme
- Article 5 - Objet

DEUXIEME PARTIE

III.- TITRE III - L'AGENCE

- Article 6 - Attributions
- Article 7 - Organisation
- Article 8 - Privilèges et immunités

IV.- TITRE IV - LA HAUTE AUTORITE

- Article 9 - Fonctionnement
- Article 10 - Compétences

V.- TITRE V - LE SECRETAIRE GENERAL

- Article 11 - Compétences

VI.- TITRE VI - L'ENTREPRISE

- Article 12 - Structure

- *Article 13 - Capital*
- *Article 14 - Répartition du Capital*
- *Article 15 - Ressources.*

TROISIEME PARTIE

VII.- TITRE VII - COOPERATION

- *Article 16 - Obligations de coopérer*
- *Article 17 - Sécurité*
- *Article 18 - Surveillance*
- *Article 19 - Recherche, Sauvetage*
- *Article 20 - Service de Transport aérien*
- *Article 21 - Bibliographie et Documentation*
- *Article 22 - Recherche scientifique et marine*
- *Article 23 - Protection du Milieu Marin.*

QUATRIEME PARTIE

VIII. TITRE VIII - DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

- *Article 24 - Droit applicable*
- *Article 25 - Règlement des différends*

CINQUIEME PARTIE

IX.- TITRE IX - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- *Article 26 - Avances de fonds*

SIXIEME PARTIE

X.- TITRE X - CLAUSES FINALES

- *Article 27 - Amendement*
- *Article 28 - Entrée en vigueur*

PROTOCOLE D'ACCORD

PREAMBULE

Le présent Protocole a trait à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence prévue à l'Article 4 de l'Accord conclu à Dakar le 14 octobre 1993 entre la République de Guinée Bissau et la République du Sénégal, en vue de l'exploitation, en commun, de la zone maritime située entre les azimuts 268° et 220° tracés à partir du Cap Roxo.

PREMIERE PARTIE

TITRE PREMIER

DEFINITIONS

Article premier

Aux fins du présent Protocole :

1.1.- L'expression "Accord de pêche" signifie l'acte et ses annexes formant Contrat conclu entre l'Entreprise et l'un ou l'autre des Etats Parties ou entre l'Entreprise et un ou plusieurs Etats Tiers ainsi que toute addition ou modification qui recevrait l'approbation des Parties et devant régir les conditions d'accès, de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources halieutiques de la zone par lesdits Etats.

1.2.- L'expression "Activités minières ou pétrolières" signifie toutes les opérations de prospection, de recherche, d'évaluation, de développement, de production, d'extraction ou d'exploitation, de transport et de commercialisation des ressources minières, pétrolières (pétrole brut et gaz naturel), y compris le traitement du gaz naturel à l'exclusion du raffinage et de la distribution des produits pétroliers.

1.3.- Le terme "Agence" s'entend de l'Agence de gestion et de Coopération créée en vertu de l'Accord de gestion et de coopération entre le Gouvernement de la République de Guinée Bissau et le Gouvernement de la

République du Sénégal, conclu à Dakar, le 14 octobre 1993, en vue de l'exploitation en commun de la zone maritime située entre les azimuts 268° et 220° tracés à partir du Cap Roxo.

1.4.- L'expression "Contrat de pêche" s'entend de l'acte et de ses annexes formant contrat conclu entre l'Entreprise et une société ou groupes de sociétés ainsi que toute addition ou modification qui recevrait l'approbation des Parties et devant régir les conditions d'accès, de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources halieutiques de la zone par lesdites sociétés.

1.5.- L'expression "Convention" signifie l'acte et ses annexes formant contrat conclu entre l'Entreprise et une ou plusieurs sociétés ainsi que toute addition ou modification qui recevrait l'approbation des Parties et devant régir l'ensemble des activités minières ou pétrolières à l'intérieur de la zone.

1.6.- L'expression "Droit applicable" s'entend de l'ensemble des textes et de leurs annexes ainsi que de toute addition ou modification qui ont reçu l'approbation des Parties, qui contiennent les règles, règlements et procédures applicables aux activités définies à l'article 5 du présent Protocole et non incompatibles ni avec l'Accord du 14 octobre 1993 ni avec le présent Protocole.

1.7.- Le terme "l'Entreprise" signifie l'organe par lequel l'Agence exerce la mission qui lui est dévolue par l'Accord du 14 octobre 1993.

Le terme l'"Entreprise (s)" signifie une ou plusieurs personne (s) morale (s) filiale (s) de l'"Entreprise" ou créée (s) par l'Agence dans le cadre de la diversification de ses activités.

1.8.- L'expression "Etat (s) Partie (s)" signifie la République de Guinée Bissau et/ou la République du Sénégal Parties à l'Accord du 14 octobre 1993.

1.9.- L'expression "Etat (s) Tiers" s'entend d'un ou plusieurs Etats (s) autres que ceux définis à l'Article 1.8. ci-dessus.

1.10.- L'expression "Licence de pêche" s'entend de l'autorisation de pêche délivrée par l'Entreprise aux armateurs relevant d'un Etat, d'une société

ou d'un groupe de sociétés, pour une durée déterminée, un navire déterminé et un type de pêche donnée conformément à la réglementation applicable dans la zone.

1.11.- L'expression "Permis minier ou pétrolier" signifie le permis exclusif de recherches minières ou pétrolières que l'Entreprise délivre à toute société ou à un groupe de sociétés ou à une entreprise filiale conformément aux procédures prévues à cet effet et dont le périmètre est défini à l'annexe A de la Convention y afférente.

1.12.- L'expression "Pourcentage de participation" signifie les pourcentages d'intérêts indivis que détient toute entité dans l'Entreprise ou en association avec l'Entreprise dans les activités de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources dans la zone.

1.13.- L'expression "Prélèvement pétrolier additionnel" signifie le prélèvement institué au profit de l'entreprise dans le cadre de la Convention pour les activités pétrolières et dont le montant augmente progressivement selon la rentabilité desdites activités.

1.14.- Le terme "Redevance" signifie :

a) - en matière d'exploitation de ressources minières ou pétrolières, le (ou les) pourcentage (s) sur la production à verser en nature ou en espèces dont le montant ainsi que les règles d'assiette et de recouvrement sont précisés dans la Convention attachée à la concession d'exploitation des ressources minières ou pétrolières ;

b) - en matière d'exploitation des ressources halieutiques, le montant à verser par les armateurs agissant dans le cadre d'Accord et/ou de contrats de pêche en contrepartie des licences de pêche octroyées par l'Entreprise à leurs navires et dont le taux, les conditions et modalités de délivrance sont fixés conformément à la réglementation en vigueur dans la zone.

1.15.- Le terme "Société" (s) signifie une ou plusieurs personne (s) morales (s) qui concluent une Convention ou un contrat de pêche ou d'exploitation minière ou pétrolière avec l'**Entreprise** ainsi que toute personne morale à laquelle serait cédé un intérêt et qui ont la qualité de société en vertu des dispositions du droit applicable.

1.16.- L'expression "Taxe superficielle" signifie la taxe annuelle par kilomètre carré qu'une société acquitte auprès de l'**Entreprise** en fonction de l'étendue du permis minier qu'elle détient.

1.17.- l'Expression "Titre minier ou pétrolier" signifie l'ensemble des droits miniers ou pétroliers que l'Agence détient dans la zone en vertu de l'Accord du 14 octobre 1993 et dont elle délègue la gestion à l'**Entreprise**.

1.18.- Le terme "Zone" signifie la zone de coopération définie à l'article premier de l'Accord du 14 octobre 1993.

TITRE II

DENOMINATION, SIEGE, FORME ET OBJET

Article 2.

Dénomination

L'Agence prend la dénomination de : "Agence de Gestion et de Coopération" - "A.G.C."

Article 3.

Siège social

L'Agence a son siège social à (Dakar), mais pourrait être transféré à (Bissau).

Article 4.

Forme

L'Agence est une organisation internationale chargée de gérer les ressources de la zone, directement par l'Entreprise ou par ses filiales ou par l'intermédiaire d'autres sociétés.

L'Agence est également chargée de promouvoir la coopération entre les Etats.

Article 5.

Objet

L'Agence est chargée :

a) - dans le domaine minier et pétrolier :

- d'entreprendre ou de faire entreprendre toutes études géologiques, géophysiques, tous travaux de forages, toutes activités en vue de la recherche, de l'exploration et de l'exploitation des ressources minières ou pétrolières de la zone ;

- de promouvoir les activités de recherche, d'exploration, d'exploitation des ressources minières ou pétrolières de la zone ;

- d'assurer la commercialisation de tout ou partie de la production minière ou pétrolière lui revenant ;

b) - dans le domaine de la pêche maritime :

- d'assurer, seule ou en coopération avec d'autres Etats ou d'autres organismes, l'évaluation et la gestion des ressources halieutiques, le suivi de l'éco-système marin, ainsi que l'aménagement des pêcheries de la zone ;

- d'exercer ou d'autoriser l'exercice du droit de pêche notamment par la détermination et la mise en oeuvre des conditions d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques de la zone ;

- de promouvoir la recherche, l'exploration et l'exploitation des ressources halieutiques de la zone ;

- d'assurer la commercialisation de tout ou partie de la production halieutique lui revenant ;

c) - de manière plus générale

- de contrôler l'exploitation rationnelle des ressources de la zone ;

- de coopérer avec les Etats Parties et avec les organisations internationales compétentes pour assurer dans la zone, conformément aux termes des Articles 16 à 23 du présent Protocole :

. la sécurité ;

. le contrôle des réglementations et la surveillance des activités de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources ;

. la protection de l'environnement marin ;

. la prévention et la lutte contre la pollution.

A cet effet, elle peut agir seule ou en association avec d'autres sociétés ou avec des organisations internationales pour toutes activités dans la zone.

DEUXIEME PARTIE

TITRE III

L'AGENCE

Article 6.

Attributions

L'Agence détient l'exclusivité des titres miniers ou pétroliers ainsi que des droits de pêche dans la zone.

Elle dispose à cet effet de l'Entreprise.

L'Entreprise :

- peut réaliser pour elle-même ou faire réaliser par les détenteurs de permis miniers ou pétroliers, ou de licences de pêche qu'elle aura délivrées, les travaux ou activités qui auront été décidées, et en suivra l'exécution ;***
- entreprend toutes démarches en vue de faciliter la réunion des concours financiers nécessaires à ses activités ;***
- assiste notamment, les titulaires de permis miniers ou pétroliers, d'accords, de contrats ou de licences de pêche, dans leurs démarches administratives auprès de chaque Etats Partie en vue de mener à bien leurs opérations de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources de la zone ;***
- assure toutes missions de promotion en vue d'intéresser d'autres sociétés à toutes activités de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources de la zone.***

Article 7.

Organisation

L'Agence comprend :

- La Haute Autorité, et le Secrétariat Général dont le fonctionnement et la compétence sont définis ci-après :

Article 8.

Privilèges et Immunités

Les Etats Parties reconnaissent à l'Agence et à son personnel ainsi qu'à l'Entreprise les privilèges et immunités généralement reconnus aux organisations internationales et à leurs agents.

TITRE IV

LA HAUTE AUTORITE

Article 9.

Fonctionnement

La Haute Autorité est composée des Chefs d'Etat ou de Gouvernement ou les personnes déléguées par eux.

La présidence de la Haute Autorité est assurée à tour de rôle, alternativement par les Chefs d'Etat ou de Gouvernement ou leurs représentants.

Le mandat du Président de la Haute Autorité est de deux ans.

La première présidence est assurée par l'Etat du siège ; de même la première réunion de la Haute Autorité a lieu dans l'Etat du siège.

La Haute Autorité se réunit chaque fois que cela est nécessaire et au moins une fois par an, alternativement, dans l'un ou l'autre Etat Partie.

La Haute Autorité établit le cas échéant les règles de procédures lui permettant de prendre ses décisions.

Le Président de la Haute Autorité exerce cumulativement pendant la durée de son mandat, la fonction de Président du Conseil d'Administration de l'Entreprise.

Le Secrétariat de la Haute Autorité est assuré par le Secrétaire Général de l'Agence qui est chargé de l'organisation des réunions de la Haute Autorité.

Le Président de la Haute Autorité peut inviter toute personne qualifiée et susceptible de formuler un avis sur la question étudiée.

Article 10.

Compétences

10.1.- La Haute Autorité définit la politique générale de l'Agence.

10.2.- Elle se réunit d'ordinaire une fois par an pour examiner et approuver la politique générale de gestion et de coopération proposée par le Secrétaire Général.

10.3.- Elle nomme le Secrétaire Général et son adjoint.

10.4.- Elle a notamment les fonctions suivantes :

a) - donner à l'Entreprise des orientations ou des directives concernant l'exercice de ses fonctions ;

b) - sur recommandation du Conseil d'Administration de l'Entreprise et d'une manière qui ne soit pas incompatible avec les objectifs du présent Protocole et de l'Accord du 14

octobre 1993, amender les réglementations relatives à la recherche, à l'exploration, à l'exploitation des ressources de la zone ainsi qu'à la surveillance et à la recherche scientifique.

c) - superviser l'application du présent Protocole, de l'Accord du 14 octobre 1993, et de la réglementation applicable à l'Entreprise et recommander au Conseil d'Administration d'y apporter les modifications nécessaires ;

d) - exercer les pouvoirs de police dans la zone et en déterminer les formes.

10.5.- Dans l'exercice de ses fonctions, la Haute Autorité veille à ce que la recherche, l'exploration et l'exploitation des ressources de la zone soit faite de manière optimale, conformément à une bonne pratique minière ou pétrolière, ainsi que dans le respect de l'environnement marin et de la préservation des ressources halieutiques.

TITRE V

SECRETAIRE GENERAL DE L'AGENCE

Article 11.

Compétences

11.1.- Le Secrétaire Général de l'Agence, personne physique, mandataire, nommé par la Haute Autorité, est investi d'une mission générale d'exécution et d'un pouvoir propre de gestion. Dans l'exercice de ses fonctions, il est assisté d'un Secrétaire Général adjoint.

11.2.- Dans les limites définies par la Haute Autorité, il a la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers, de représenter l'Agence dans toute action de justice.

11.3.- Il rend compte à la Haute Autorité de l'exécution des missions qui lui sont confiées par cet organe.

11.4.- Il est responsable de la gestion des activités de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources de la zone et notamment des activités suivantes :

a) - évaluer les offres et faire des recommandations au Conseil d'Administration en vue de la conclusion des Conventions, des Accords de pêche ;

b) - conclure des Conventions, des Accords de pêche sous réserve de l'approbation de la Haute Autorité après avis favorable du Conseil d'Administration. La conclusion des contrats de pêche n'est pas soumise à cette procédure ;

c) - superviser les activités des sociétés conformément aux prescriptions de la réglementation applicable à la zone en matière d'exploitation de ressources minières, pétrolières ou halieutiques ;

d) - veiller à l'application des règlements et directives promulgués en vertu de la réglementation applicable à la zone, à la bonne exécution des Conventions, des Accords ou des contrats de pêche ;

e) - suspendre ou résilier les Contrats de pêche lorsque les sociétés, ou les armateurs n'en respectent pas les clauses ;

f) - mettre fin aux Conventions, ou aux Accords de pêche après avis favorable du Conseil d'Administration et approbation de la Haute Autorité ;

g) - procéder au règlement de la quote-part des Etats Parties dans les résultats des activités d'exploitation des ressources de la zone conformément aux termes de l'Accord du 14 octobre 1993 ;

h) - assurer le contrôle, le cas échéant ou participer au contrôle avec l'assistance des Etats Parties, des entrées et des déplacements à l'intérieur de la zone, des navires, aéronefs, structures et autres matériels utilisés dans la recherche, l'exploration et l'exploitation des ressources de la zone ;

i) - établir des périmètres de sécurité et des périmètres d'accès restreint, conformément au droit international, pour garantir la sécurité de la navigation et des opérations de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources dans la zone ;

j) - énoncer les règles et donner des directives en vertu de la réglementation en matière de recherche, d'exploration et d'exploitation de ressources dans la zone sur toutes les questions liées à la supervision et à la direction des opérations de recherche, d'exploration et d'exploitation ;

k) - énoncer les règles et donner des directives en vertu de la réglementation en vigueur dans le domaine de la santé, de la sécurité, de la protection de l'environnement, de l'évaluation de l'impact sur l'environnement et des pratiques de travail ;

l) - recommander à la Haute Autorité, dans le respect des objectifs du présent Protocole et de l'Accord du 14 octobre 1993, des amendements à la réglementation en matière de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources dans la zone et des modifications aux Conventions, aux Accords de pêche ;

m) - demander à la Haute Autorité de prendre des mesures compatibles avec le présent Protocole et l'Accord du 14 octobre 1993 ainsi qu'avec la réglementation applicable à la zone ;

aux fins d'opérations de recherche, de surveillance et de sauvetage dans la zone ;

. en cas de menace contre des navires, ouvrages, plates-formes ou îles artificielles utilisés dans les opérations de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources dans la zone ;

n) - demander l'assistance des Etats Parties ou d'autres organismes ou personnes, en vue de prévenir ou de lutter contre la pollution ou toute catastrophe sur l'environnement et les ressources ;

o) - modifier, à la demande ou avec l'accord des Etats ou des sociétés concernées, les dispositions de la Convention, ou de l'Accord de pêche, relatives notamment à la redevance contractuelle ou aux contreparties contractuelles et/ou au volume des licences après avis favorable du Conseil d'Administration et approbation de la Haute Autorité.

TITRE VI

L'ENTREPRISE

Article 12.

Structure

L'Entreprise est administrée par :

- Un Conseil d'Administration composé de 3 membres au moins et de 11 membres au plus nommés par l'Assemblée générale et pris,

. d'une part, parmi les représentants des Etats Parties siégeant à la Haute Autorité ;

. d'autres part, parmi les personnes physiques ou morales actionnaires ; et

- *une direction générale, chargée de l'ensemble des fonctions d'administration, d'organisation et de gestion de l'Entreprise. La direction générale est assistée des trois directions suivantes :*

. une direction chargée des activités de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources minières et pétrolières ;

. une direction chargée de la pêche, de la surveillance et de la recherche ;

. une direction administrative et financière.

Les responsables des directions sont nommés par le Directeur Général après consultation du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'Administration sur proposition de la Haute Autorité.

Il exerce notamment les compétences suivantes :

a) - approuver la cession par les sociétés de droits et d'obligations à d'autres sociétés qui deviennent alors des sociétés au sens de l'Article 1.15 ci-dessus ;

b) - établir les budgets prévisionnels de l'Entreprise ;

c) - autoriser l'entrée dans la zone des employés des entreprises, de leurs sous-traitants et d'autres personnes ;

d) - assurer le cas échéant, la commercialisation de tout ou partie de la production minière, pétrolière ou halieutique revenant à l'Entreprise selon des programmes arrêtés ;

e) - exercer toutes autres fonctions que la Haute Autorité ou le Conseil d'Administration peut lui confier et qui ne soient pas incompatibles ni avec l'Accord du 14 octobre 1993 ni avec les termes du présent Protocole.

Article 13.

Capital

Le Capital social de l'Entreprise est fixé à 100.000 dollars U.S. et sera entièrement libéré par les deux Etats.

Article 14.

Répartition du Capital

Les pourcentages de participation au Capital de l'Entreprise sont répartis comme suit :

<i>. République du Sénégal</i>	<i>67,5 %</i>
<i>. République de Guinée Bissau</i>	<i>32,5 %</i>

51 % des actions seront des actions A attribuées aux Etats et non allénables.

49 % des actions seront des actions B susceptibles d'être cédées à des privés.

A chaque vente, 67,5 % des actions vendues ressortiront au Capital de la République du Sénégal et 32,5 % ressortiront au Capital de la République de Guinée Bissau.

La forme et les prérogatives rattachées à ces Actions sont définies dans les statuts de l'Entreprise.

Article 15.

Ressources

En plus des fonds propres (dotation en Capital, "Avances" d'actionnaires, contribution des Etats, subvention) résultat d'exploitation, les autres ressources de l'Agence sont :

a)- dans le domaine minier ou pétrolier

- . la Taxe superficielle ;*
- . la redevance "ad valorem" sur la production minière ;*
- . la redevance ou royalty sur la production pétrolière ;*
- . l'impôt sur le bénéfice dû par les entreprises exploitant des ressources minières, pétrolières de la zone ;*
- . le prélèvement pétrolier additionnel ;*
- . la quote-part des revenus de l'Agence issue de la commercialisation des produits miniers ou du pétrole (pétrole brut et gaz naturel) dans l'exploitation des ressources de la zone ;*

b) - dans le domaine de la pêche

- . les revenus éventuels de commercialisation des produits de pêche ;*
- . les redevances tirées des licences ;*
- . les amendes sur les arraisonnements ;*
- . les contreparties des Accords ou des Contrats ;*
- . les contreparties des débarquements obligatoires ;*
- . toutes taxes spécifiques, contributions ou prélèvements que l'Entreprise peut établir en matière de pêche.*

c) - dans le domaine de la formation et de la recherche scientifique :

. la contribution des entreprises pétrolières ou de pêche maritime, des organisations Internationales de coopération en matière de recherche scientifique, minière, pétrolière ou de pêche maritime, à l'effort de formation ou de recherche de l'Entreprise conformément aux Conventions, Accords et Contrats passés ;

d) de manière plus générale

. toutes ressources financières que l'Agence peut obtenir dans le cadre des politiques de coopération avec des Etats et/ou des organismes de coopération internationale ou de financements, des organisations similaires ou des organismes de l'Etat ;

. tous produits financiers issus du placement des sommes à la disposition de l'Entreprise.

TROISIEME PARTIE

TITRE VII

COOPERATION

Article 16.

Obligation de coopérer

Aux fins du présent Protocole, les Etats Parties et l'Agence s'engagent à coopérer dans les domaines de la recherche scientifique, de la sécurité, de la surveillance, du sauvetage, de la protection de l'environnement marin et du transport dans la zone. A cet effet, ils échangeront régulièrement

les informations obtenues à l'occasion des activités que l'une et l'autre partie auront accomplies dans les domaines énumérés ci-dessous.

Article 17.

Sécurité

17.1.- Dans le cadre des opérations de sécurité, les Etats Parties exercent dans la zone des droits de contrôle et de police pour le compte de l'Agence.

17.2.- Les Etats Parties et l'Agence échangeront des informations sur tout ce qui est susceptible d'affecter la recherche, l'exploration et l'exploitation des ressources de la zone et sur les incidents pouvant porter atteinte à la sécurité de ses activités.

Article 18.

Surveillance

Les Etats Parties et l'Agence coopéreront dans le cadre des activités de surveillance dans la zone.

Article 19.

Recherche et Sauvetage

Les Etats Parties et l'Agence coopéreront pour conclure les arrangements permettant les opérations de recherche et de sauvetage dans la zone.

Article 20.

Services de Transport

Les Etats Parties et l'Agence coopéreront pour fournir des services de transports dans la zone.

Article 21.

Bibliographie, Documentation et Banques de données

21.1.- Les Etats Parties fourniront, gratuitement, à l'Agence, sous réserve de confidentialité, la bibliographie et l'ensemble de la documentation existante relative à la zone, notamment, les données géologiques, géophysiques, y compris les bandes terrain, les données de forages, données sur les ressources halieutiques, sur l'environnement marin, à la demande de l'Agence qui supportera les frais de reproduction.

21.2.- Les Etats Parties assurent, gratuitement, à l'Agence, sous réserve de confidentialité, le libre accès auxdites données.

Article 22.

Recherches scientifique et marine

22.1.- Les Etats Parties et l'Agence coopéreront directement ou dans le cadre des organisations internationales en matière de recherche scientifique, technique et technologique dans la zone et coordonneront leurs activités dans ce domaine.

22.2.- Les Etats Parties accordent également à l'Agence, la possibilité de mener pour elle-même, seule ou en association avec d'autres Etats, organisations ou des sociétés, toutes études et recherches à caractère scientifique.

22.3.- En contrepartie, l'Agence s'engage à fournir à la demande des Etats Parties, sous réserve des clauses de confidentialité afférentes à de telles études, les données, les échantillons, et/ou les résultats obtenus à l'occasion de ces recherches.

Article 23.

Protection du milieu marin

23.1.- Les Etats Parties coopéreront avec l'Agence pour prévenir et réduire au minimum la pollution ou toute autre forme de dégradation du milieu marin résultant des activités de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources de la zone, en particulier :

- les Etats Parties fourniront à l'Agence, l'assistance qui peut leur être demandée en application des alinéas m) et n) de l'article 11 du présent Protocole ;

- lorsque la pollution du milieu marin dans la zone s'étend au delà de celle-ci ou en présente les risques (courants, vents, direction), les Etats Parties coopéreront pour prendre les mesures destinées à prévenir, atténuer et éliminer cette pollution.

23.2.- Conformément aux alinéas j), k), l), m) et n) de l'Article 11 du présent Protocole, l'Agence édicte des règlements pour protéger le milieu marin dans la zone. Elle établit un plan d'urgence ou de gestion pour lutter contre la pollution ou toute dégradation découlant des opérations de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources de la zone.

23.3.- Les sociétés sont responsables des dommages et dépenses occasionnés par la pollution ou toute forme de dégradation du milieu marin découlant de leurs activités de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources de la zone conformément à la réglementation en vigueur.

QUATRIEME PARTIE

TITRE VIII

DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 24.

Droit applicable

24.1.- En matière de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources minières ou pétrolières ainsi qu'en matière de surveillance et de recherche scientifique dans le domaine minier et pétrolier, le droit applicable sera le droit sénégalais amendé et modifié conformément aux termes de l'Article 10.4 alinéa b) ci-dessus, à la date de signature du présent Protocole.

24.2.- En matière de recherche, d'exploration et d'exploitation des ressources halieutiques ainsi qu'en matière de surveillance et de recherche scientifique dans le domaine de la pêche, le droit applicable sera le droit bissau-guinéen, à la date de la signature du présent Protocole.

24.3.- La Haute Autorité pourra conformément à l'alinéa 1) Article 11 du présent Protocole et aux objectifs de l'Accord du 14 octobre 1993, proposer aux deux Etats Parties les modifications ou amendements nécessaires à la réglementation susvisée.

Article 25.

Règlement des différends

25.1.- Tout différend entre les Etats Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole est réglé conformément aux termes de l'Article 9 de l'Accord de Gestion et de Coopération du 14 octobre 1993.

25.2.- Tout différend entre l'Agence et l'un ou l'autre des Etats contractants relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole sera résolu dans une première phase par voie de négociation directe.

Si au terme d'un délai de trois mois, le différend n'est pas réglé, il sera tranché par voie d'arbitrage.

25.3.- Les Etats Parties assurent l'exécution des sentences arbitrales.

25.4.- Toutes les Conventions, tous les Accords ou Contrats de pêche conclus par l'Entreprise doivent contenir des dispositions spécifiques précisant le mode de règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application desdites Conventions, Accords, Contrats de pêche.

CINQUIEME PARTIE

TITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 26.

Avances de fonds

Les Etats Parties s'engagent à fournir à l'Agence, les fonds nécessaires à son fonctionnement pour une période d'un (1) an.

Le montant de ces avances est fixé à 250.000 dollars U.S. dont 67,5 % pour la République du Sénégal et 32,5 % pour la République de Guinée Bissau. Cette période pourra être prorogée par la Haute Autorité à la demande du Secrétaire Général.

Le montant de ces avances est fixé sur la base d'un budget annuel présenté par le Secrétaire Général.

Les contributions sont versées selon l'échéancier suivant :

- 50 % de la quote-part de chaque Etat Partie, soixante (60) jours à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, définie à l'Article 28 ci-après :

- le solde, soit 50 %, six (6) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ;

Ces fonds seront comptabilisés :

- soit comme une avance d'actionnaires qui sera consolidée jusqu'à hauteur du pourcentage de participation des Etats Parties au capital de l'Entreprise, le reliquat étant considéré comme un prêt à long terme remboursable en cinq (5) annuités égales payables à compter de l'année d'entrée en exploitation de l'Entreprise.

- soit comme un prêt à long terme ou comme frais de premier établissement remboursables en cinq (5) annuités égales dont la première échéance interviendra au plus dans la cinquième année à compter de la date d'entrée en exploitation de l'Entreprise.

SIXIEME PARTIE

TITRE X

CLAUSES FINALES

Article 27.

Amendement

27.1.- Le présent Protocole qui fait partie intégrante de l'Accord du 14 octobre 1993 peut être amendé par les Etats Parties.

27.2.- Ces amendements ou modifications ne doivent pas avoir pour conséquence de mettre sur l'Agence des charges qui ne soient pas compensées par des ressources supplémentaires.

Article 28.

Entrée en vigueur

Le présent Protocole entre en vigueur à la date d'échange des instruments de ratification./.

FAIT à Bissau, le 12 juin 1995.

Pour le Gouvernement
de la République de Guinée-Bissau :

JOÃO BERNARDO VIEIRA
Président de la République

Pour le Gouvernement
de la République du Sénégal :

ABDOU DIOUF
Président de la République

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

ACORDO DE GESTÃO E DE COOPERAÇÃO ENTRE O GOVERNO
DA REPÚBLICA DO SENEGAL E O GOVERNO DA REPÚBLICA
DA GUINÉ-BISSAU

O GOVERNO DA REPÚBLICA DA GUINÉ-BISSAU

DE UMA PARTE

O GOVERNO DA REPÚBLICA DO SENEGAL

DA OUTRA PARTE

DESEJOSOS DE DESENVOLVER AS VANTAJOSAS RELAÇÕES DE BOA VIZINHANÇA E DE COOPERAÇÃO ENTRE SEUS DOIS PAÍSES, CONVIERAM O SEGUINTE:

ARTIGO PRIMEIRO

AS DUAS PARTES PROCEDERÃO EXPLORAÇÃO CONJUNTA DE UMA ZONA MARÍTIMA SITUADA ENTRE OS AZIMUTES 268º E 220º TRAÇADOS A PARTIR DO CABO ROXO;

OS MARES TERRITORIAIS RESPECTIVOS DA GUINÉ-BISSAU E DO SENEGAL SÃO ISENTOS DA ZONA DE EXPLORAÇÃO CONJUNTA.

POR OUTRO LADO A PESCA ARTESANAL DE PIROGAS ESTÁ AUTORIZADA DENTRO DA ZONA E NOS ESPAÇOS DOS MARES TERRITORIAIS COMPREENDIDOS ENTRE PARALELO 268º E 220º.

ARTIGO 2

A PARTILHA DOS RECURSOS PROVENIENTES DA EXPLORAÇÃO DA REFERIDA ZONA FAR-SE-Á CONFORME AS SEGUINTE PROPOSTAS:

DOS RECURSOS HALIEUTICOS

50% PARA SENEGAL

50% PARA GUINÉ-BISSAU.

DOS RECURSOS DE PLATAFORMA CONTINENTAL

85% PARA SENEGAL

15% PARA GUINÉ-BISSAU.

NO CASO DAS NOVAS DESCOBERTAS AS PROPOSTAS ACIMA REFERIDAS SERÃO REVISTAS E A REVISÃO SERÁ EM FUNÇÃO DOS RECURSOS DESCOBERTOS.

ARTIGO 3

AS DESPESAS JÁ EFECTUADAS PELAS DUAS PARTES COM OS FUNDOS DE ESTADO PARA AS PESQUISAS PETROLÍFERAS DA ZONA, SERÃO REEMBOLSÁVEIS A CADA UMA DAS PARTES, CONFORME A PROPORÇÃO DA SUA PARTICIPAÇÃO, DENTRO DAS CONDIÇÕES E MODALIDADES A DETERMINAR ANTES DA ENTRADA EM VIGOR DO PRESENTE ACORDO.

ARTIGO 4

AS DUAS PARTES CONCORDARAM EM CRIAR UMA AGÊNCIA INTERNACIONAL PARA EXPLORAÇÃO DA ZONA;

A ORGANIZAÇÃO E O FUNCIONAMENTO DA AGÊNCIA SERÃO OBJECTO DE COMUM ACORDO, NO PRAZO MÁXIMO DE DOZE MESES, A PARTIR DA ASSINATURA DO PRESENTE INSTRUMENTO.

ARTIGO 5

A PARTIR DA SUA CONSTITUIÇÃO, AGÊNCIA SUCEDERA A GUINÉ-BISSAU E O SENEGAL NOS DIREITOS E OBRIGAÇÕES PROVENIENTES DOS ACORDOS CONCLUÍDOS POR CADA UM DOS DOIS ESTADOS RELATIVOS A EXPLORAÇÃO DOS RECURSOS DA ZONA.

ARTIGO 6

NO ÂMBITO DESTE ACORDO, AS PARTES EXERCERÃO EM COMUM OS SEUS RESPECTIVOS DIREITOS, MAS, SEM PREJUÍZO DOS TÍTULOS JURÍDICOS ANTERIORMENTE ADQUIRIDOS POR CADA UMA DAS PARTES E, OS CONFIRMADOS PELAS DECISÕES JUDICIAIS, ASSIM COMO AS PRETENSÕES ANTERIORMENTE FORMULADAS PELAS PARTES REFERENTES NOS ESPAÇOS NÃO DELIMITADOS.

ARTIGO 7

O PRESENTE ACORDO ENTRARÁ EM VIGOR APÓS A CONCLUSÃO DO ACORDO RELATIVO A CRIAÇÃO E AO FUNCIONAMENTO DA AGÊNCIA INTERNACIONAL E, COM A TROCA DOS INSTRUMENTOS DE RATIFICAÇÃO DOS DOIS ACORDOS PELAS DUAS PARTES.

ARTIGO 8

O PRESENTE ACORDO TEM VIGÊNCIA PARA UM PERÍODO DE 20 ANOS RENOVAVEL POR TÁCITA RECONDUÇÃO.

ARTIGO 9

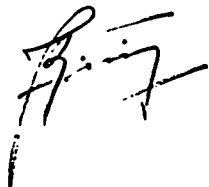
OS DIFERENDOS CONCERNENTES AO PRESENTE ACORDO, ASSIM COMO AO ACORDO SOBRE AGÊNCIA INTERNACIONAL SERÃO SOLUCIONADOS NUMA PRIMEIRA FASE PELA VIA DE NEGOCIAÇÕES

DIRECTAS E, EM CASO DE DIFICULDADES, NUM PRAZO DE SEIS MESES, PELA ARBITRAGEM OU PELO TRIBUNAL INTERNACIONAL DE JUSTIÇA.

NO CASO DE SUSPENSÃO DO PRESENTE ACORDO OU DO SEU TÉRMINO, OS DOIS ESTADOS TERÃO COMO RECURSOS: A NEGOCIAÇÃO DIRECTA, A ARBITRAGEM OU O TRIBUNAL INTERNACIONAL DE JUSTIÇA PELA PARTE DAS DELIMITAÇÕES NÃO SOLUCIONADAS.

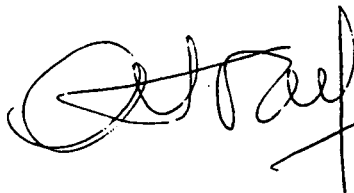
FEITO EM DAKAR, AOS 14 DE OUTUBRO DE 1993.

Pelo Governo
da República da Guiné-Bissau:



JOÃO BERNARDO VIEIRA
Presidente da República

Pelo Governo
da República do Senegal:



ABDOU DIOUF
Presidente da República

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

PROTOCOLO DE ACORDO RELATIVO A ORGANIZAÇÃO E AO FUNCIONAMENTO DA AGÊNCIA DE GESTÃO E DE COOPERAÇÃO ENTRE A REPÚBLICA DO SENEGAL E A REPÚBLICA DA GUINÉ-BISSAU, INSTITUÍDA PELO ACORDO DE 14 DE OUTUBRO DE 1993

R E S U M O

O presente documento pretende traduzir, no seguimento da reunião de Lisboa de Janeiro de 1994, as primeiras trocas de opinião entre as delegações dos dois Estados Partes do Acordo de 14 de Outubro de 1993, relativamente à forma, à organização e ao funcionamento da Agência criada na sequência do dito Acordo.

A primeira parte deste projecto trata, no título II, da forma e do objecto da Agência; a segunda parte trata da Agência em si, que compreende dois órgãos:

- A Alta Autoridade, composta pelos Chefes de Estado, ou de Governo ou das personalidades delegadas por eles e o Secretariado Geral da Agência.

- A Empresa é o órgão pelo qual a Agência exerce a missão que lhe é confiada pelo Acordo de 14 Outubro de 1993.

A Alta Autoridade é o órgão político; A Empresa é o instrumento de implementação desta política e da gestão dos recursos na zona.

A Empresa é uma sociedade anónima de direito privado, tendo um Conselho de Administração e uma Direcção Geral, assistida por duas Direcções correspondentes aos dois principais ramos de actividades e uma direcção administrativa e financeira.

O Presidente da Alta Autoridade assume, simultaneamente, a função de Presidente do Conselho de Administração durante a duração do seu mandato à testa da Alta Autoridade.

O título IV trata do funcionamento e das competências da Alta Autoridade ; O título V das competências do Secretário Geral.

Os poderes e as prerrogativas do Conselho de Administração serão definidos nos estatutos da Empresa.

A terceira parte indica, nas suas grandes linhas, os diferentes domínios de cooperação entre os Estados Partes e a Agência.

A quarta parte trata do direito aplicável às actividades de pesquisa, de exploração e aproveitamento dos recursos da zona e da resolução dos diferendos.

A quinta parte versa sobre as disposições transitórias que deverão permitir à Agência começar a funcionar logo após a entrada em vigor do Presente Protocolo, enquanto se se espera a constituição definitiva da Empresa.

A sexta parte aborda as cláusulas finais, tais como as possibilidades de emendas do presente protocolo e a data da sua entrada em vigor.

Tal é o resumo deste texto.

S U M Á R I O

PREÂMBULO

PRIMEIRA PARTE

I. - TÍTULO PRIMEIRO - DEFINIÇÕES

- Artigo 1 - Definições

II. - TÍTULO II - DENOMINAÇÃO, SEDE, FORMA E OBJECTO

- Artigo 2 - Denominação
- Artigo 3 - Sede
- Artigo 4 - Forma
- Artigo 5 - Objecto

SEGUNDA PARTE

III. - TÍTULO III - A AGÊNCIA

- Artigo 6 - Atribuições
- Artigo 7 - Organização
- Artigo 8 - Privilégios e Imunidades

IV. - TÍTULO IV - A Alta Autoridade

- Artigo 9 - Funcionamento
- Artigo 10 - Competências

V. - TÍTULO V - O SECRETÁRIO GERAL

- Artigo 11 - Competências

VI. - TÍTULO VI - A EMPRESA

- Artigo 12 - Estrutura
- Artigo 13 - Capital
- Artigo 14 - Repartição do Capital
- Artigo 15 - Recursos

TERCEIRA PARTE

VII. - TÍTULO VII - COOPERAÇÃO

- Artigo 16 - Obrigações de Cooperar
- Artigo 17 - Segurança
- Artigo 18 - Fiscalização
- Artigo 19 - Busca e Salvamento
- Artigo 20 - Serviços de transporte
- Artigo 21 - Bibliografia e Documentação
- Artigo 22 - Pesquisa Científica e Marinha
- Artigo 23 - Protecção do Meio Marinho

QUARTA PARTE

VIII. - TÍTULO VIII - DIREITO APLICÁVEL E RESOLUÇÃO DOS DIFERENDOS

- Artigo 24 - Direito Aplicável
- Artigo 25 - Resolução dos Diferendos

QUINTA PARTE

IX. - TÍTULO IX - DISPOSIÇÕES TRANSITÓRIAS

- Artigo 26 - Adiantamento de Fundos

SEXTA PARTE

X. - TÍTULO X - CLAUSULAS FINAIS

- Artigo 27 - Alterações
- Artigo 28 - Entrada em vigor

PROTOCOLO DE ACORDO

PREÂMBULO

O presente protocolo é relativo à organização e ao funcionamento da Agência prevista pelo artigo 4 do Acordo assinado em Dakar, a 14 de Outubro de 1993, entre a República da Guiné-Bissau e a República do Senegal, visando a exploração conjunta da zona marítima situada entre os paralelos 266º e 220º traçados a partir do CABO ROXO.

PRIMEIRA PARTE

TÍTULO PRIMEIRO

DEFINIÇÕES

ARTIGO PRIMEIRO

Para efeitos do presente protocolo :

1.1. - A expressão "Acordo de Pesca" significa o acto e os seus anexos, formando o contrato concluído entre a Empresa e um ou outro dos Estados Partes, ou entre a Empresa e um ou mais Estados terceiros, assim como toda a adição ou alteração que beneficie da aprovação das Partes, e devendo reger as condições de acesso, de pesquisa, de exploração e de aproveitamento dos recursos haliêuticos da zona pelos ditos Estados.

1.2. - A expressão "Actividades Mineiras ou Petrolíferas" significa todas as operações de prospecção, de pesquisa, de avaliação, de desenvolvimento, de produção, de extracção ou de exploração, de transporte e de comercialização dos recursos mineiros, petrolíferos (petróleo bruto e gaz natural) incluindo o tratamento do gaz natural, à exclusão da refinação e da distribuição dos produtos petrolíferos.

1.3. - O termo "Agência" entende-se como uma Agência de Gestão e de Cooperação criada em função do acordo de Gestão e de Cooperação entre o Governo da República da Guiné-Bissau e o Governo da República do Senegal, assinado em Dakar a 14 de Outubro de 1993, visando a exploração, em comum,

da zona marítima situada entre os paralelos 268º e 220º traçados a partir do CABO ROXO.

1.4. - A expressão "Contrato de Pesca" refere-se ao acto e aos seus anexos, formando o contracto estabelecido entre a Empresa e uma sociedade ou grupos de sociedade, assim como toda a adição ou alteração que beneficie da aprovação das Partes e devendo reger as condições de acesso, de pesquisa, de exploração e aproveitamento dos recursos halieúticos da zona pelas ditas Sociedades.

1.5. - A expressão "Convenção" significa o acto e os seus anexos formando contrato estabelecido entre a Empresa e uma ou mais Sociedades, assim como toda a adição ou alteração que beneficie da aprovação das Partes e devendo reger o conjunto das actividades mineiras ou petrolíferas no interior da zona.

1.6. - A expressão "Direito Aplicável" entende-se como um conjunto de textos e dos seus anexos, assim como de todo o aditamento ou alteração devidamente aprovados pelas Partes e que contém as regras, regulamentos e procedimentos aplicáveis às actividades definidas pelo artigo 5 do presente Protocolo e não incompatíveis com o Acordo de 14 de Outubro de 1993 nem com o presente Protocolo.

1.7. - O termo "Empresa" significa o órgão pelo qual a agência exerce a missão que lhe é confiada pelo Acordo de 14 de Outubro de 1993.

O termo "Empresa(s)" significa uma ou mais pessoa(s) moral(s) filial(s) da "Empresa" ou criada(s) pela Agência, no quadro da diversificação das suas actividades.

1.8. - A expressão "Estado(s) Parte(s)" significa a República da Guiné-Bissau e/ou a República do Senegal, Partes do Acordo de 14 de Outubro de 1993.

1.9. - A expressão "Estado(s) Terceiro(s)" compreende-se um ou mais Estado(s) que não definidos no artigo 1.8. acima indicado.

1.10. - A expressão "Licença de Pesca" significa a autorização de Pesca concedida pela Empresa aos armadores provenientes de um Estado, de uma sociedade ou de um grupo de sociedades, por uma duração determinada, a um navio determinado e para uma actividade determinada de pesca, conforme aos regulamentos aplicáveis na zona.

1.11. - A expressão "Licença Mineira ou Petrolífera" significa a licença exclusiva das pesquisas mineiras ou petrolíferas que a Empresa concede a uma sociedade ou a um grupo qualquer de sociedades ou a uma Empresa filial, em conformidade com os procedimentos previstos para esse efeito e cujo perimetro está definido no anexo A da Convenção.

1.12. - A expressão "Porcentagem de Participação" significa as percentagens de interesses indivisíveis que detêm qualquer entidade na Empresa ou em associação com a Empresa nas actividades de pesquisa, de exploração e aproveitamento dos recursos na zona.

1.13. - A expressão "Levantamento Petrolífero Adicional" significa o levantamento instituído em benefício da Empresa no quadro da Convenção para as actividades petrolíferas e cujo montante aumenta progressivamente em função da rentabilidade das ditas actividades.

1.14. - O termo "Imposto Sobre a Produção" (redevance) significa :

a) - Em matéria de exploração dos recursos mineiros ou petrolíferos, a (ou/as) percentagens sobre a produção a pagar, em produto ou em espécie, cujo montante, assim como as regras de definição e de cobrança são precisadas na Convenção ligada à concessão de exploração dos recursos mineiros e petrolíferos;

b) Em matéria de exploração dos recursos haliêuticos, o montante a pagar pelos armadores que actuam no quadro do acordo e/ou de contratos de pesca concedidos pela Empresa aos seus navios, cuja taxa, condições e modalidades de concessão são fixadas em conformidade com os regulamentos em vigor na zona.

1.15. - O termo "Sociedade(s)" significa uma ou várias pessoa (s) moral(is) que estabelecem uma Convenção ou um contrato de pesca ou de exploração mineira ou petrolífera com a Empresa, assim como qualquer pessoa moral à qual seria cedida um interesse e que têm a qualidade de sociedade, em função das disposições do direito aplicável.

1.16. - A expressão "Taxa Superficial" significa a taxa anual por Km quadrado que uma Sociedade deposita, junto da Empresa, em função da extensão da licença mineira que ela detém.

1.17- - A expressão "Título Mineiro ou Petrolífero" significa o conjunto dos direitos mineiros ou petrolíferos que a Agência detém na zona, em função do acordo de 14 de Outubro de 1993 e do qual ela delega a gestão à Empresa.

1.18. - O termo "Zona" significa a zona da cooperação definida no artigo primeiro do Acordo de 14 de Outubro de 1993.

TÍTULO II

DENOMINAÇÃO, SEDE, FORMA E OBJECTO

Artigo 2

Denominação

A Agência tem a seguinte denominação : " Agência de Gestão e de Cooperação" - " A.G.C. "

Artigo 3

Sede Social

A Agência tem a sua Sede Social em Dakar, podendo ser transferida para Bissau.

Artigo 4

Forma

A Agência é uma organização internacional encarregada de gerir os recursos da zona, directamente através da Empresa ou através das suas filiais ou por intermédio doutras sociedades.

A Agência está igualmente encarregada de promover a cooperação entre os Estados.

Artigo 5

Objecto

A Agência está encarregada de :

a) No domínio mineiro e petrolífero :

- Empreender ou fazer empreender todos os estudos geológicos, geofísicos, todos os trabalhos de perfuração, todas as actividades que visam as pesquisas, a exploração e aproveitamento dos recursos mineiros ou petrolíferos da zona.

- Promover as actividades de pesquisa, exploração e aproveitamento dos recursos mineiros ou petrolíferos da zona ;

- Garantir a comercialização de toda ou parte da produção mineira ou petrolífera realizada que lhe caiba.

b) No domínio da pesca marítima :

- Assegurar, só ou em cooperação com outros Estados ou outros organismos, a avaliação e a gestão de recursos haliêuticos, o seguimento do eco-sistema marinho, assim como a organização da pesca da zona.

- Exercer ou autorizar o exercício do direito de pesca, nomeadamente pela determinação e implementação das condições de acesso e exploração dos recursos haliêuticos da zona.

- Promover a pesquisa, exploração e o aproveitamento dos recursos haliêuticos da zona.

- Garantir a comercialização de toda ou parte da produção haliêutica que lhe caiba.

c) De maneira mais geral :

- Controlar a exploração racional dos recursos da zona ;

- Cooperar com os Estados e com as organizações internacionais competentes para garantir na zona e em conformidade com os artigos 16 a 23 do Presente Protocolo ;

- A Segurança ;
- O controle das regulamentações e a fiscalização das actividades de pesquisa de exploração e aproveitamento dos recursos.
- A protecção do meio ambiente marinho
- A prevenção e a luta contra a poluição.

Para este efeito, a Agência pode agir só ou em associação com outras Sociedades ou com organizações internacionais em todas as actividades da zona.

SEGUNDA PARTE

TITULO III

A AGENCIA

ARTIGO 6.

ATRIBUIÇÕES

A Agência detém a exclusividade dos títulos mineiros ou petrolíferos, assim como os direitos de pesca na zona.

Para este efeito, ela dispõe da Empresa.

A Empresa:

- pode realizar, para ela própria ou fazer realizar pelos detentores das licenças mineiras ou petrolíferas, ou das licenças de pesca que ela conceder, os trabalhos ou actividades que foram decididos e cuja execução fiscalizará.
- desenvolve todas as diligências no intuito de facilitar a reunião dos recursos financeiros necessários para as suas actividades.

- *apoia nomeadamente, os titulares de licenças mineiras ou petrolíferas, de acordos, de contratos ou de licenças de Pesca nas suas delegências administrativas, junto de cada Estado, com vista a bem conduzir as suas operações de pesquisa, de exploração e de aproveitamento dos recursos na zona;*
- *garante todas as acções de promoção, visando sensibilizar outras sociedades interessadas em actividades de pesquisa e de exploração e aproveitamento dos recursos na zona.*

ARTIGO 7

ORGANIZAÇÃO

A Agência compreende:

- *A Alta Autoridade e o Secretariado Geral, cujo funcionamento e competência serão, a seguir, definidos:*

ARTIGO 8

PRIVILÉGIOS E IMUNIDADES

Os Estados Partes reconhecem à Agência e ao seu pessoal, assim como à Empresa, os privilégios e Imunidades geralmente reconhecidos às Organizações Internacionais e aos seus agentes.

TITULO IV

A ALTA AUTORIDADE

ARTIGO 9

FUNCIONAMENTO

A Alta Autoridade é composta pelos Chefes de Estado ou de Governo ou personalidades delegadas por eles.

A presidência da Alta Autoridade é assegurada, de forma rotativa, alternadamente, pelos Chefes de Estado ou de Governo ou pelos seus representantes.

O mandato do Presidente da Alta Autoridade é de dois anos.

A primeira presidência é garantida pelo Estado que acolhe a Sede do Organismo. Também, a primeira reunião da Alta Autoridade terá lugar no Estado que acolhe a Sede da Agência.

A Alta Autoridade reúne-se sempre que fôr necessário, mas pelo menos uma vez por ano, alternadamente, num e noutro Estado Parte.

A Alta Autoridade estabelece, neste caso, as regras processuais que lhe permitirão tomar as suas decisões.

O Presidente da Alta Autoridade exerce, cumulativamente, durante a duração do seu mandato, a função de Presidente do Conselho de Administração da Empresa.

O Secretariado da Alta Autoridade é garantido pelo Secretário Geral da Agência que é encarregado da organização das reuniões da Alta Autoridade.

O Presidente da Alta Autoridade pode convidar qualquer pessoa qualificada e susceptível de formular uma opinião sobre uma questão em análise.

ARTIGO 10

COMPETENCIAS

10.1 - A Alta Autoridade define a política geral da Agência.

10.2 - Ela reúne-se ordinariamente, uma vez por ano, para examinar e aprovar a política geral de gestão e de cooperação proposta pelo Secretário Geral.

10.3 - Ela nomeia o Secretário Geral e o seu Adjunto.

10.4 - Ela tem, nomeadamente, as seguintes funções:

- a) dar à Empresa as orientações ou as directrizes que dizem respeito ao exercício das suas funções;*

- b) *sob recomendação do Conselho de Administração da Empresa e de maneira que não seja incompatível com os objectivos do presente Protocolo e do Acordo de 14 de Outubro de 1993, modificar as regulamentações relativas à pesquisa, a exploração e aproveitamento dos recursos da zona, assim como a vigilância e à pesquisa científica;*
- c) *supervisar a aplicação do presente Protocolo, do Acordo de 14 de Outubro de 1993 e da regulamentação aplicável à Empresa e recomendar ao Conselho de Administração as modificações estimadas necessárias;*
- d) *exercer os poderes de policia na zona e determinar as suas formas.*

10.5 - *No exercício das suas funções, a Alta Autoridade zela para que a pesquisa, a exploração e o aproveitamento dos recursos da zona sejam realizados da maneira mais eficaz, em conformidade com uma boa prática mineira ou petrolífera, assim como no respeito pelo meio ambiente marinho e a preservação dos recursos haliéuticos.*

TITULO V

SECRETARIO GERAL DA AGENCIA

ARTIGO 11

COMPETENCIAS

11.1 - *O Secretário Geral da Agência, pessoa física mandatário nomeado pela Alta Autoridade, está investido de uma missão geral de execução e de um poder próprio de gestão. No exercício das suas funções é assistido por um Secretário Geral Adjunto.*

11.2 - *Nos limites definidos pela Alta Autoridade, ele tem a faculdade de contratar, adquirir e alienar os bens móveis e imóveis, de representar a Agência em todas as acções de Justiça.*

11.3 - Presta contas à Alta Autoridade pela execução das missões que lhe são confiadas por este órgão.

11.4 - Ele é responsável pela gestão das actividades de pesquisa, exploração e, aproveitamento dos recursos da zona e, nomeadamente, das seguintes actividades:

- a) avaliar as ofertas e fazer recomendações ao Conselho de Administração, visando a conclusão de Convenções e Acordos de Pesca;
- b) Assinar Convenções, Acordos de Pesca sob reserva da aprovação da Alta Autoridade, após parecer favorável do Conselho de Administração. A assinatura dos Contratos de Pesca não é submetida a este procedimento;
- c) supervisionar as actividades das sociedades conforme as prescrições da Regulamentação aplicável à zona em matéria de exploração dos recursos minerais, petrolíferos ou haliêuticos;
- d) velar pela aplicação dos regulamentos e directivas promulgados decorrentes da regulamentação aplicável à zona, à boa execução das Convenções, dos Acordos ou Contratos de Pesca;
- e) suspender ou rescindir os Contratos de Pesca, quando as sociedades ou os armadores não respeitarem as suas cláusulas;
- f) pôr termo às Convenções ou aos Acordos de Pesca, após parecer favorável do Conselho de Administração e aprovação da Alta Autoridade;
- g) proceder à liquidação da quota parte dos Estados Partes nos resultados das actividades de exploração dos recursos da zona, segundo os termos do Acordo de 14 de outubro de 1993;
- h) assegurar o controle, ou participar no controle, com a assistência dos Estados Partes, das entradas e deslocações no interior da zona, dos navios, aeronaves, estruturas e outros materiais utilizados na pesquisa, exploração e aproveitamento dos recursos da zona;

- i) *estabelecer os perímetros de segurança e os perímetros de acesso restrito, em conformidade com o direito internacional, de modo a garantir a segurança da navegação e das operações de pesquisa, exploração e aproveitamento dos recursos da zona;*
- j) *enunciar as regras e dar directivas em conformidade com a regulamentação em matéria de pesquisa, de exploração e de aproveitamento dos recursos na zona sobre todas as questões ligadas à supervisão e à direcção das operações de pesquisa, exploração e aproveitamento;*
- k) *enunciar as regras e dar directivas em conformidade com a regulamentação em vigor no domínio da saúde, segurança, protecção ambiental, avaliação do impacto sobre o meio-ambiente e práticas de trabalho;*
- l) *recomendar à Alta Autoridade, no respeito dos objectivos do presente Protocolo e do Acordo de 14 de Outubro de 1993, emendas à Regulamentação em matéria de pesquisa, exploração e aproveitamento dos recursos na zona e alterações às Convenções e Acordos de Pesca;*
- m) *solicitar à Alta Autoridade a tomada de medidas compatíveis com o presente Protocolo e com o Acordo de 14 de Outubro de 1993, bem como com a regulamentação aplicável à zona:*
 - para fins de operações de busca, de fiscalização e salvamento na zona;*
 - para os casos de ameaça contra navios, obras, plataformas ou ilhas artificiais utilizadas nas operações de pesquisa, exploração e aproveitamento dos recursos na zona;*
- n) *pedir a assistência dos Estados Partes ou de outros organismos ou pessoas, com vista à prevenção ou à luta contra a poluição ou qualquer catástrofe que afecte o meio-ambiente e os recursos;*
- o) *modificar, a pedido ou com o acordo dos Estados ou das sociedades implicadas, as disposições da Convenção ou do Acordo de Pesca relativas, nomeadamente,*

à renda contratual ou às contrapartidas contratuais e/ou ao volume das licenças, após parecer favorável do Conselho de Administração e aprovação da Alta Autoridade.

TITULO VI

A EMPRESA

ARTIGO 12

ESTRUTURA

A Empresa é administrada por:

- *um Conselho de Administração composto, no mínimo, por 3 membros e de 11 membros no máximo, nomeados pela Assembleia Geral e escolhidos:*
 - . *de um lado, entre os representantes dos Estados Partes com assento na Alta Autoridade;*
 - . *de outro lado, entre as pessoas físicas ou morais accionistas: e*
- *uma direcção geral encarregada do conjunto das funções de administração, organização e gestão da Empresa. A Direcção geral é assistida por três direcções a saber:*
 - . *uma direcção encarregada das actividades de pesquisa, de exploração e do aproveitamento dos recursos mineiros e petrolíferos;*
 - . *uma direcção encarregada da pesca, da fiscalização e da pesquisa;*
 - . *uma direcção administrativa e financeira.*

Os responsáveis das direcções são nomeados pelo Director Geral, após consultar o Conselho de Administração.

O Director-Geral é nomeado pelo Conselho de Administração, sob proposta da Alta Autoridade.

Compete-lhe, nomeadamente, o seguinte:

- a) aprovar a cessão, pelas sociedades, de direitos e obrigações a outras sociedades que se tornam então sociedades no sentido do artigo 1.15, supra citado
- b) estabelecer os orçamentos previsionais da Empresa;
- c) autorizar o acesso na zona aos empregados das empresas, aos sub-contratados e outras pessoas;
- d) assegurar, a comercialização de toda ou parte da produção mineira, petrolífera ou haliéutica pertencente à Empresa, segundo os programas estabelecidos;
- e) exercer todas as outras funções que a Alta Autoridade ou o Conselho de Administração possam confiar-lhe e que não sejam incompatíveis com o Acordo de 14 de Outubro de 1993 ou com os termos do presente Protocolo.

ARTIGO 13

CAPITAL

O Capital Social da Empresa é fixado em 100.000 dólares U.S. e será inteiramente realizado pelos dois Estados.

ARTIGO 14

REPARTIÇÃO DO CAPITAL

As percentagens de participação no Capital da Empresa são repartidas como se segue:

- | | |
|-----------------------------|-------|
| . República do Senegal | 67,5% |
| . República da Guiné-Bissau | 32,5% |

51% das acções serão acções A atribuídas aos Estados e não alienáveis.

49% das acções serão acções B susceptíveis de cedência a privados.

Em cada venda, 67,5% das acções vendidas sairão do Capital da República do Senegal e 32,5% sairão do Capital da República da Guiné-Bissau.

A forma e as prerrogativas ligadas a essas Acções são definidas nos Estatutos da Empresa.

ARTIGO 15

RECURSOS

Para além dos fundos próprios (dotação em Capital, "Avanços" dos accionistas, contribuição dos Estados, subvenções) resultantes da exploração, os outros recursos da Agência são:

a) no domínio mineiro ou petrolífero

- . a taxa superficiária;
- . o imposto "ad valorem" sobre a produção mineira;
- . o "Royalty" sobre a produção petrolífera
- . o imposto sobre o benefício devido pelas empresas que exploram os recursos mineiros e petrolíferos da zona;
- . a quota petrolífera adicional;
- . a quota-parte das receitas da Agência provenientes da comercialização dos produtos mineiros ou do petróleo (petróleo bruto e gaz natural) na exploração dos recursos da zona;

b) no domínio da pesca

- . as taxas eventuais da comercialização dos produtos da pesca;

- . *as receitas provenientes das licenças;*
 - . *as multas sobre os arrestos;*
 - . *as contrapartidas dos Acordos ou dos Contratos;*
 - . *as contrapartidas dos desembarques obrigatórios;*
 - . *todas as taxas específicas, contribuições ou emolumentos que a Empresa pode estabelecer em matéria de pesca.*
- c) *no domínio da formação e da pesquisa científica*
- . *a contribuição das Empresas petrolíferas ou de pesca marítima, das organizações internacionais de cooperação no domínio da pesquisa científica, mineira, petrolífera ou de pesca marítima aos esforços de formação ou de pesquisa da Empresa, segundo as Convenções, Acordos e Contratos assinados;*
- d) *de forma geral*
- . *todos os recursos financeiros que a Agência pode obter no quadro das políticas de cooperação com Estados e/ou Organismos de Cooperação Internacional ou de financiamento, das organizações similares ou organismos de Estado;*
 - . *todos os produtos financeiros provenientes de investimento de somas à disposição da Empresa.*

TERCEIRA PARTE

TITULO VII

COOPERAÇÃO

ARTIGO 16

OBRIGAÇÃO DE COOPERAR

Para efeitos do presente Protocolo, os Estados Partes engajam-se a cooperar nos domínios da investigação científica, da segurança, da fiscalização, do salvamento, da protecção do meio-ambiente marinho e do transporte na zona. Para tal, trocarão regularmente informações obtidas por ocasião das actividades realizadas por uma ou outra Parte nos domínios abaixo enumerados:

ARTIGO 17

SEGURANÇA

17.1 - *No quadro das operações de segurança, os Estados Partes exercem, na zona, os direitos de controle e de policiamento por conta da Agência.*

17.2 - *Os Estados Partes e a Agência trocarão informações sobre tudo o que seja susceptível de afectar a pesquisa, exploração e aproveitamento dos recursos da zona e sobre os incidentes susceptíveis de atentarem contra a segurança das suas actividades.*

ARTIGO 18

FISCALIZAÇÃO

Os Estados Partes e a Agência cooperarão na quadro das actividades de fiscalização na zona.

ARTIGO 19**BUSCA E SALVAMENTO**

Os Estado Partes e a Agência cooperarão no sentido de definir modalidades que permitam as operações de busca e salvamento na zona.

ARTIGO 20**SERVIÇOS DE TRANSPORTE**

Os Estados Partes e a Agência cooperarão para o fornecimento dos serviços de transporte na zona.

ARTIGO 21**BIBLIOGRAFIA, DOCUMENTAÇÃO E BANCO DE DADOS**

21.1 - Os Estados Partes fornecerão, gratuitamente, à Agência, a bibliografia, e o conjunto de documentação existente relativa à zona, nomeadamente, os dados geológicos, geofísicos e incluindo os registos magnéticos, os dados sobre furos, sobre recursos haliéuticos e meio ambiente marinho, a pedido da Agência que suportará as despesas de reprodução.

21.2 - Os Estados Partes asseguram, gratuitamente sob reserva de confidencialidade, à Agência livre acesso aos referidos dados.

ARTIGO 22**PESQUISAS CIENTÍFICAS E MARINHAS**

22.1 - Os Estados Partes e a Agência cooperarão, directamente ou no quadro das organizações Internacionais, no domínio da pesquisa científica, técnica e tecnológica na zona e coordenarão as suas actividades nesse domínio.

22.2 - Os Estados Partes concedem, igualmente, à Agência a possibilidade de executar, por sua conta sozinha ou em associação com outros Estados, organizações ou sociedades, todos os estudos e pesquisas de carácter científico.

22.3 - *Em contrapartida, a Agência engaja-se a fornecer, a pedido dos Estados Partes, sob reserva das cláusulas de confidencialidade inerentes a tais estudos, os dados, as amostras e/ou os resultados obtidos através dessas pesquisas.*

ARTIGO 23

PROTECÇÃO DO MEIO AMBIENTE MARINHO

23.1 - *Os Estados Partes cooperarão com a Agência no sentido de prevenir e reduzir ao mínimo a poluição ou toda outra forma de degradação do meio-ambiente marinho, resultante das actividades de pesquisa, exploração e aproveitamento dos recursos da zona, em particular:*

- *Os Estados Partes concederão à Agência a assistência que lhes pode ser requerida em aplicação das alíneas m) e n) do Artigo 11 do presente Protocolo;*
- *No caso da poluição do meio-ambiente marinho na zona se estender para além desta ou apresentar riscos (correntes, ventos, direcção), os Estados Partes cooperarão a fim de tomar as medidas destinadas a prevenir, atenuar e eliminar essa poluição.*

23.2 - *De acordo com as alíneas j), k), l), m) e n) do Artigo 11 do presente Protocolo, a Agência estabelece regras para proteger o meio ambiente marinho na zona. Ela estabelece um plano de urgência ou de gestão para lutar contra a poluição ou qualquer degradação derivadas das operações de pesquisa, de exploração e de aproveitamento dos recursos da zona.*

23.3 - *As sociedades são responsáveis pelos danos e custos causados pela poluição ou toda a forma de degradação do meio ambiente marinho derivadas das suas actividades de pesquisa, exploração e aproveitamento dos recursos na zona, em conformidade com a regulamentação em vigor.*

QUARTA PARTE

TITULO VIII

DIREITO APLICAVEL E RESOLUÇÃO DOS DIFERENDOS

ARTIGO 24

DIREITO APLICAVEL

24.1 - *No domínio da pesquisa, exploração e aproveitamento dos recursos mineiros ou petrolíferos, bem como no domínio da fiscalização e da investigação científica no sector mineiro e petrolífero, o direito aplicável será o direito senegalês, corrigido e modificado segundo os termos do Artigo 10.4 alínea b) em vigor na data da assinatura do presente Protocolo.*

24.2 - *No domínio da pesquisa, exploração e utilização dos recursos haliéuticos, bem como no domínio da fiscalização e da investigação científica no domínio da pesca, o direito aplicável será o direito da Guiné-Bissau, em vigor na data da assinatura do presente Protocolo.*

24.3 - *A Alta Autoridade poderá, em conformidade com a alínea 1) Artigo 11 do presente Protocolo e com os objectivos do Acordo de 14 de Outubro de 1993, propôr aos dois Estados Partes as modificações ou emendas necessárias à regulamentação supramencionada.*

ARTIGO 25

RESOLUÇÃO DOS DIFERENDOS

25.1 - *Qualquer diferendo entre os Estados Partes, no respeitante à interpretação ou aplicação do presente Protocolo, é resolvido segundo os termos do Artigo 9 do Acordo de Gestão e de Cooperação de 14 de Outubro de 1993.*

25.2 - *Qualquer diferendo entre a Agência e um ou outro dos Estados contratantes relativo à interpretação ou à aplicação do presente Protocolo será resolvido, numa primeira fase, por via de negociação directa.*

Se no termo de um período de três meses, o diferendo persistir, ele será resolvido por via de arbitragem.

25.3 - *Os Estados Partes asseguram a execução das sentenças arbitrais.*

25.4 - *Quaisquer Convenções, Acordos ou Contratos de Pesca assinados pela Empresa, devem conter as disposições específicas, precisando o modo de resolução dos diferendos relativos à interpretação ou à aplicação das ditas Convenções, Acordos, Contratos de Pesca.*

QUINTA PARTE

TITULO IX

DISPOSIÇÕES TRANSITORIAS

ARTIGO 26

ADIANTAMENTO DE FUNDOS

Os Estados Partes comprometem-se a fornecer à Agência os fundos necessários ao seu funcionamento por um período de um (1) ano.

O montante desses adiantamentos é fixado em 250.000 dólares U.S. dos quais 67,5% para a República do Senegal e 32,5% para a República da Guiné-Bissau. Este período poderá ser prorrogado pela Alta Autoridade a pedido do Secretário-Geral.

O montante destes adiantamentos é fixado na base de um orçamento anual apresentado pelo Secretário-Geral.

As contribuições são pagas segundo o seguinte escalonamento:

- *50% da quota-parte de cada Estado Parte, sessenta (60) dias a contar da data da entrada em vigor do presente Protocolo definida no Artigo 28;*

- o saldo, ou seja 50%, seis (6) meses a contar da data da entrada em vigor do presente Protocolo;

Esses fundos serão contabilizados:

- Quer como um avanço de accionistas que será consolidado até ao nível da percentagem de participação dos Estados Partes no capital da Empresa, o saldo sendo considerado como um empréstimo a longo prazo reembolsável em cinco (5) anuidades iguais, pagáveis a contar do ano de início da exploração da Empresa;
- Quer como um empréstimo a longo prazo ou como custos de primeira instalação reembolsáveis em cinco (5) anuidades iguais cujo primeiro vencimento terá lugar, o mais tardar, no quinto ano a contar da data do começo da exploração da Empresa.

SEXTA PARTE

TITULO X

CLAUSULAS FINAIS

ARTIGO 27

EMENDAS

27.1 - O presente Protocolo, que é parte integrante do Acordo de 14 de Outubro de 1993, pode ser emendado pelos Estados Partes.

27.2 - Essas emendas ou modificações não devem ter como consequência para a Agência a criação de encargos que não sejam compensados por recursos suplementares.

ARTIGO 28**ENTRADA EM VIGOR**

O presente Protocolo entra em vigor na data da troca dos instrumentos de ratificação.

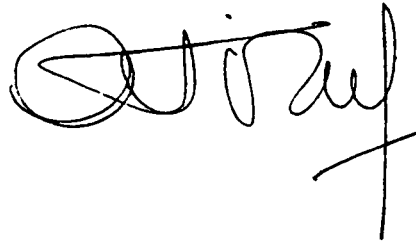
Feito em Bissau, aos 12 de Junho de 1995.

Pelo Governo
da República da Guiné-Bissau:



JOÃO BERNARDO VIEIRA
Presidente da República

Pelo Governo
da República do Senegal:



ABDOU DIOUF
Presidente da República

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ ON MANAGEMENT AND COOPERATION BETWEEN THE REPUBLIC OF GUINEA-BISSAU AND THE REPUBLIC OF SENEGAL

The Government of the Republic of Senegal on the one hand,

The Government of Guinea-Bissau, on the other,

Desirous of further developing relations of good neighbourliness and cooperation between the two countries, have agreed as follows:

Article 1

The Parties shall jointly exploit a maritime area between azimuths 268° and 220° from Cape Roxo.

The territorial seas of Guinea-Bissau and Senegal shall be excluded from the Area of joint exploitation. However, non-industrial fishing from pirogues shall be permitted within the Area and within the parts of the territorial seas lying between azimuths 268° and 220°.

Article 2

Resources from the exploitation of the Area shall be shared in the following proportions:

Fishery resources

Fifty per cent to Senegal,

Fifty per cent to Guinea-Bissau;

Resources from the continental shelf

Eighty-five per cent to Senegal,

Fifteen per cent to Guinea-Bissau.

In the event of new discoveries, these proportions shall be revised, and such revision shall depend on the quantity of resources discovered.

Article 3

The expenditures already effected from State funds by the Parties for petroleum prospecting in the Area shall be reimbursed to each State in proportion to the size of its share, under such conditions and according to such procedures as are determined before the entry into force of this Agreement.

Article 4

The two Parties agree to establish an international Agency to exploit the Area.

¹ Came into force on 21 December 1995 by the exchange of the instruments of ratification, which took place at Dakar, in accordance with article 7.

The organization and operation of the Agency shall be the subject of a joint agreement within a maximum of 12 months from the date of signature of the present instrument.

Article 5

Upon its establishment, the Agency shall succeed Guinea-Bissau and Senegal in the rights and obligations deriving from the Agreements concluded by each State and relating to the exploitation of the resources in the Area.

Article 6

Under this Agreement, the Parties shall pool the exercise of their respective rights, without prejudice to the rights in law previously acquired by each Party and confirmed by judicial decisions, or to any claims previously formulated by them in respect of areas that have not been delimited.

Article 7

This Agreement shall enter into force upon the conclusion of the agreement on the establishment and operation of the international Agency and with the exchange of the instruments of ratification of the two agreements by both States.

Article 8

This Agreement shall remain in force for a period of 20 years and shall be automatically renewable.

Article 9

Disputes in respect of this Agreement or the Agreement on the International Agency shall be resolved initially by direct negotiations and, in the event of failure, after six months, by arbitration or by the International Court of Justice.

In the event that this Agreement is suspended or upon its expiration, both States shall have recourse to direct negotiation, arbitration or the International Court of Justice for such parts of the delimitations as have not been settled.

DONE at Dakar on 14 October 1993.

For the Government
of the Republic of Senegal:

ABDOU DIOUF
President of the Republic

For the Government
of the Republic of Guinea-Bissau:

JOÃO BERNARDO VIEIRA
President of the Republic

[TRANSLATION — TRADUCTION]

PROTOCOL¹ TO THE AGREEMENT BETWEEN THE REPUBLIC OF GUINEA-BISSAU AND THE REPUBLIC OF SENEGAL CONCERNING THE ORGANIZATION AND OPERATION OF THE MANAGEMENT AND COOPERATION AGENCY ESTABLISHED BY THE AGREEMENT OF 14 OCTOBER 1993

SUMMARY

The present document attempts to reflect, as part of the follow-up to the January 1994 meeting in Lisbon, the initial exchanges of views between the delegations of the two States Parties to the Agreement of 14 October 1993 as to the form, organization and operation of the Agency set up under that Agreement.

Part One of this draft covers, in its title II, the form and the purpose of the Agency; Part Two covers the Agency itself, which comprises two bodies:

The High Authority, composed of heads of State or Government or persons delegated by them, and the Secretariat of the Agency; and

The Enterprise, the body through which the Agency carries out the mission conferred on it by the Agreement of 14 October 1993.

The High Authority is the policy-making organ; the Enterprise is the instrument for implementing that policy and managing the resources in the Area.

The Enterprise is a public limited liability company constituted under private law, having a Board of Directors and a Directorate-General assisted by two directorates corresponding to the two main areas of activity, and an administrative and financial directorate.

The President of the High Authority is also Chairman of the Board of Directors during his term of office at the head of the High Authority.

Title IV covers the operation and responsibilities of the High Authority; Title V covers the responsibilities of the Secretary-General.

The powers and prerogatives of the Board of Directors shall be defined in the articles of association of the Enterprise.

Part Three gives the broad outlines of the various areas of cooperation between the States Parties and the Agency.

Part Four deals with the law to be applied to prospecting, exploration and exploitation of resources in the Area and with the settlement of disputes.

Part Five deals with the interim provisions allowing the Agency to begin operating when this Protocol enters into force and before the Enterprise is definitively constituted.

Part Six contains the final articles, i.e., provisions for amending this Protocol and for its date of entry into force.

Such is the organization of the text.

¹ Came into force on 21 December 1995 by the exchange of the instruments of ratification, which took place at Dakar, in accordance with article 28.

CONTENTS

PREAMBLE

	<i>Part One</i>		
I.	Title I.	Definitions	
	Article 1.	Definitions	
II.	Title II.	Name, registered office, form and purpose	
	Article 2.	Name	
	Article 3.	Registered office	
	Article 4.	Form	
	Article 5.	Purpose	
		<i>Part Two</i>	
III.	Title III.	The agency	
	Article 6.	Powers	
	Article 7.	Organization	
	Article 8.	Privileges and immunities	
IV.	Title IV.	The high authority	
	Article 9.	Operation	
	Article 10.	Responsibilities	
V.	Title V.	The secretariat	
	Article 11.	Responsibilities	
VI.	Title VI.	The enterprise	
	Article 12.	Structure	
	Article 13.	Capital	
	Article 14.	Distribution of capital	
	Article 15.	Resources	
		<i>Part Three</i>	
VII.	Title VII.	Cooperation	
	Article 16.	Obligation to cooperate	
	Article 17.	Security	
	Article 18.	Surveillance	
	Article 19.	Search and rescue	
	Article 20.	Transport services	
	Article 21.	Bibliography and documen- tation	
	Article 22.	Scientific and marine research	
	Article 23.	Protection of the marine envi- ronment	
		<i>Part Four</i>	
VIII.	Title VIII.	Applicable law and dispute settlement	
	Article 24.	Applicable law	
	Article 25.	Dispute settlement	
		<i>Part Five</i>	
IX.	Title IX.	Interim provisions	
	Article 26.	Advances of funds	
		<i>Part Six</i>	
X.	Title X.	Final articles	
	Article 27.	Amendment	
	Article 28.	Entry into force	

PROTOCOL TO THE AGREEMENT

PREAMBLE

This Protocol concerns the organization and operation of the Agency as provided for under article 4 of the Agreement concluded at Dakar on 14 October 1993 between the Republic of Guinea-Bissau and the Republic of Senegal in respect of the joint exploitation of the maritime area between azimuths 268° and 220° from Cape Roxo.

PART ONE

TITLE I. DEFINITIONS

Article 1

For the purposes of this Protocol:

1.1. "Fisheries agreement" means the instrument and its annexes constituting a contract between the Enterprise and either of the States Parties or between the

Enterprise and one or more third States and any addition or amendment thereto that may be approved by the Parties for the purpose of regulating conditions for access to the fishery resources of the Area by the said States and any fishery prospecting, exploration and exploitation activities which they may carry out therein.

1.2. "Mining or petroleum activities" means all operations in respect of prospecting, locating, evaluating, developing, producing, extracting or exploiting, transporting and marketing mineral and petroleum (crude oil and natural gas) resources, including natural gas processing, to the exclusion of petroleum product refining and distribution.

1.3. "Agency" means the Management and Cooperation Agency established pursuant to the Agreement on Management and Cooperation between the Government of the Republic of Guinea-Bissau and the Government of the Republic of Senegal, done at Dakar on 14 October 1993, in respect of the joint exploitation of the maritime area between azimuths 268° and 220° from Cape Roxo.

1.4. "Fisheries contract" means the instrument and its annexes constituting a contract between the Enterprise and a company or group of companies and any addition or amendment thereto that may be approved by the Parties for the purpose of regulating access to the fishery resources of the Area by the said companies and any fishery prospecting, exploration and exploitation activities which they may carry out therein.

1.5. "Convention" means the instrument and its annexes constituting a contract between the Enterprise and one or more companies and any addition or amendment thereto that may be approved by the Parties for the purpose of regulating all mining or petroleum activities in the Area.

1.6. "Applicable law" means all texts and their annexes and any addition or amendment thereto approved by the Parties containing rules, regulations or procedures applicable to the activities defined in article 5 of this Protocol and not incompatible with either the Agreement of 14 October 1993 or with this Protocol.

1.7. "Enterprise" means the body through which the Agency carries out the mission conferred on it by the Agreement of 14 October 1993.

"Enterprise" or "Enterprises" means one or more legal person(s) subsidiary to the Enterprise or established by the Agency as part of the diversification of its activities.

1.8. "State Party" or "States Parties" means the Republic of Guinea-Bissau and/or the Republic of Senegal, Parties to the Agreement of 14 October 1993.

1.9. "Third State" or "third States" means a State or States other than those referred to in paragraph 1.8 above.

1.10. "Fisheries licence" means a permit to fish, awarded by the Enterprise to shipowners appertaining to a State, a company or group of companies, for a specific length of time, a specific vessel and a given type of fishing in accordance with the rules and regulations applicable in the Area.

1.11. "Mining or petroleum permit" means the exclusive mineral or petroleum prospecting licence which the Enterprise awards to a company or group of companies or to a subsidiary enterprise in accordance with the procedures established to that end for an area whose limits are defined in an annex A of the Convention relating thereto.

1.12. "Percentage share" means the percentages of joint interests held by any entity in the Enterprise or in association with the Enterprise in prospecting, exploration and exploitation activities in the Area.

1.13. "Additional petroleum levy" means a levy on petroleum activities which is paid to the Enterprise under a convention, the amount of which rises in proportion to the profitability of the said activities.

1.14. "Royalties" means:

(a) In mineral or petroleum resource exploitation, the percentage(s) of production to be paid in cash or in kind; the amount thereof and the rules for its assessment and collection shall be specified in the convention attached to the mineral or petroleum exploitation concession;

(b) In fisheries resource exploitation, the amounts to be paid by shipowners acting under a fisheries agreement and/or fisheries contracts as compensation for the fisheries licences granted by the Enterprise to their vessels; rates, conditions and procedures for issuing such licenses shall be set in accordance with the rules and regulations in force in the Area.

1.15. "Company" or "companies" means a legal person or persons concluding a convention or fisheries contract or mineral or petroleum exploitation contract with the Enterprise, or any legal person having company status under applicable law to which an interest may be transferred.

1.16. "Area tax" means the annual tax per square kilometre that a company pays to the Enterprise for the area covered by its mining permit.

1.17. "Mining or petroleum title" means all mining or petroleum rights in the Area held by the Agency under the Agreement of 14 October 1993; the management of those rights is delegated to the Enterprise by the Agency.

1.18. "Area" means the area of cooperation defined in article 1 of the Agreement of 14 October 1993.

TITLE II. NAME, REGISTERED OFFICE, FORM AND PURPOSE

Article 2

NAME

The Agency shall be named "Management and Cooperation Agency".

Article 3

REGISTERED OFFICE

The Agency shall have its registered office in Dakar, but may be transferred to Bissau.

Article 4

FORM

The Agency shall be an international organization responsible for managing the resources of the Area, directly through the Enterprise or its subsidiaries or through other companies.

The Agency shall also be responsible for promoting cooperation between the States.

Article 5

PURPOSE

The Agency shall be responsible:

(a) *In the mining and petroleum area*

- For undertaking or causing to be undertaken any geological and geophysical studies, any drilling work, or any activities with the aim of prospecting, exploring or exploiting the mineral or petroleum resources in the Area;
- For promoting mineral or petroleum resource prospecting, exploration or exploitation activities in the Area;
- For marketing all or part of the mining or petroleum production falling to it;

(b) *In the marine fishing area*

- For carrying out, alone or in cooperation with other States or other bodies, the evaluation and management of fisheries resources, the monitoring of the marine ecosystem and the development of the fisheries in the Area;
- For exercising or authorizing the exercise of the right to fish, in particular by determining and implementing conditions for accessing and exploiting the fisheries resources in the Area;
- For promoting prospecting, exploration and exploitation of the fisheries resources in the Area;
- For marketing all or part of the fisheries production falling to it;

(c) *More generally*

- For controlling the rational exploitation of the resources in the Area;
- For cooperating with the States Parties and with the relevant international organizations to ensure within the Area, in accordance with the terms of articles 16 and 23 of this Protocol:
 - Security;
 - Regulatory control and surveillance of resource prospecting, exploration and exploitation activities;
 - Protection of the marine environment;
 - Pollution prevention and control.

For these purposes, the Agency may act alone or in association with other companies or with international organizations in any activity in the Area.

PART TWO

TITLE III. THE AGENCY

Article 6

POWERS

The Agency shall have exclusive rights to mining and petroleum titles and to fishing in the Area.

The Enterprise shall be available to it for these purposes.

The Enterprise:

- May itself carry out, or cause to be carried out by holders of any mining or petroleum permits or fisheries licences which it has granted, such work or activities as shall have been decided, and shall monitor the conduct of such work or activities;
- Shall take all possible steps to raise the financial backing needed for its activities;
- Shall assist the holders of mining or petroleum permits and fisheries agreements, contracts or licences in their administrative approaches to each State Party with a view to carrying out their prospecting, exploration and exploitation operations in the Area;
- Shall carry out all promotion missions undertaken to interest other companies in any resource prospecting, exploration and exploitation activities in the Area.

Article 7

ORGANIZATION

The Agency shall comprise:

- The High Authority and the Secretariat; their respective operations and areas of competence are defined hereinafter.

Article 8

PRIVILEGES AND IMMUNITIES

The States Parties shall afford the Agency and its personnel and the Enterprise the privileges and immunities generally afforded international organizations and their agents.

TITLE IV. THE HIGH AUTHORITY

Article 9

OPERATION

The High Authority shall be composed of the heads of State or Government, or such persons as they may delegate.

The High Authority shall be presided over, alternately, by the heads of State or Government or their representatives.

The term of office of the President of the High Authority shall be two years.

The first presidency of the High Authority shall be filled by the High Authority's host State; likewise, the first meeting of the High Authority shall take place in the host State.

The High Authority shall meet when necessary and at least once a year, alternately, in one or the other State Party.

The High Authority shall establish as necessary the rules of procedure enabling it to take decisions.

The President of the High Authority, for the length of his term of office, shall also serve as Chairman of the Board of Directors of the Enterprise.

The Secretary-General of the Agency shall serve as secretariat for the High Authority and shall be responsible for organizing the meetings of the High Authority.

The President of the High Authority may invite any person qualified and able to do so to provide an opinion on a matter under discussion.

Article 10

RESPONSIBILITIES

10.1. The High Authority defines the Agency's general policy.

10.2. The High Authority shall meet in ordinary session once a year to study and approve the general management and cooperation policies proposed by the Secretary-General.

10.3. The High Authority shall appoint the Secretary-General and his deputy.

10.4. The High Authority's functions shall include the following:

(a) Providing the Enterprise with guidance or guidelines for the conduct of its operations;

(b) Amending, on the recommendation of the Board of Directors of the Enterprise, in a way that is not incompatible with the objectives of this Protocol and of the Agreement of 14 October 1993, the rules and regulations applicable to resource prospecting, exploration and exploitation in the Area and to surveillance and scientific research;

(c) Supervising the implementation of this Protocol, the Agreement of 14 October 1993 and the rules and regulations applicable to the Enterprise, and making recommendations to the Board of Directors for it to make any necessary amendments;

(d) Exercising policing powers in the Arca and determining the forms thereof.

10.5. In carrying out its functions, the High Authority shall ensure that resource prospecting, exploration and exploitation in the Area are carried out optimally, in accordance with good mining or petroleum practice, with care for the marine environment and for the preservation of fisheries resources.

TITLE V. THE SECRETARIAT

Article 11

RESPONSIBILITIES

11.1. The Secretary-General of the Agency, who shall be a natural person and an authorized representative appointed by the High Authority, shall be vested with general executive functions and appropriate management power. In carrying out his duties, he shall have the assistance of a Deputy Secretary-General.

11.2. Within the limits set by the High Authority, the Secretary-General shall have the power to contract, acquire and dispose of movable and immovable property and to represent the Agency in any judicial proceedings.

11.3. The Secretary-General shall report to the High Authority on the execution of the tasks entrusted to him by that body.

11.4. The Secretary-General shall be responsible for managing resource prospecting, exploration and exploitation activities in the Area, including the following:

(a) Evaluating bids and making recommendations to the Board of Directors with a view to concluding conventions and fisheries agreements;

(b) Concluding conventions and fisheries agreements subject to approval by the High Authority on receipt of a favourable opinion from the Board of Directors. The conclusion of fisheries contracts shall not be subject to this procedure;

(c) Supervising companies' activities under the rules and regulations applicable in the Area to the exploitation of mineral, petroleum and fisheries resources;

(d) Ensuring that the regulations and guidelines promulgated under the rules and regulations applicable in the Area are applied and that conventions, fisheries agreements and contracts are properly executed;

(e) Suspending or rescinding fisheries contracts in the event that companies or shipowners do not observe the terms thereof;

(f) Terminating conventions and fisheries agreements, subject to prior acceptance by the Board of Directors and upon approval by the High Authority;

(g) Settling the shares of the States Parties in the profits of resource exploitation activities in the Area under the terms of the Agreement of 14 October 1993;

(h) Controlling, where appropriate, or participating with the assistance of the States Parties in controlling, entries into and movements within the Area of vessels, aircraft, structures and other *matériel* used in resource prospecting, exploration and exploitation activities in the Area;

(i) Establishing safe and restricted-access areas, in accordance with international law, so as to ensure the safety of navigation and of prospecting, exploration and exploitation operations in the Area;

(j) Setting forth rules and providing guidelines under the rules and regulations covering prospecting, exploration and exploitation of the resources in the Area, on all issues relating to the oversight and management of prospecting, exploration and exploitation operations;

(k) Setting forth rules and providing guidelines under the rules and regulations in force in the areas of health, safety, environmental protection, environmental impact assessment and labour practices;

(l) Recommending to the High Authority, in keeping with the objectives of this Protocol and the Agreement of 14 October 1993, amendments to the rules and regulations covering prospecting, exploration and exploitation of the resources in the Area, and to conventions and fisheries agreements;

(m) Requesting the High Authority to take steps compatible with this Protocol and the Agreement of 14 October 1993 and with the rules and regulations applicable in the Area:

— For search, surveillance and rescue operations in the Area;

— In the event of threats against vessels, structures, platforms or artificial islands used in resource prospecting, exploration and exploitation operations in the Area;

(n) Requesting the assistance of the States Parties or other bodies or persons with a view to preventing or combating pollution or any disaster affecting the environment or resources;

(o) Amending, at the request or with the agreement of the States or of interested companies, the provisions of the relevant convention or fisheries agreement concerning contractual royalties or considerations and/or volume of permits subject to prior acceptance by the Board of Directors and approval by the High Authority.

TITLE VI. THE ENTERPRISE

Article 12

STRUCTURE

The Enterprise shall be administered by:

— A Board of Directors composed of a minimum of three and a maximum of 11 members appointed by the General Assembly and drawn:

— On the one hand, from the representatives of the States Parties serving on the High Authority;

— On the other hand, from the shareholders, be they natural or legal persons; and

— A Directorate-General responsible for the administrative, organizational and management functions of the Enterprise. The Directorate-General shall be assisted by the following three directorates:

— A directorate responsible for mining and petroleum prospecting, exploration and exploitation activities;

— A directorate responsible for fisheries, surveillance and research;

— An administrative and financial directorate.

The heads of the directorates shall be appointed by the Director-General after consultation with the Board of Directors.

The Director-General shall be appointed by the Board of Directors on the proposal of the High Authority.

The Director-General's responsibilities shall include the following:

(a) Approving the transfer of rights and obligations by companies to other companies which thereupon become Companies within the meaning of paragraph 1.15 above;

(b) Establishing the Enterprise's provisional budgets;

(c) Authorizing entry into the Area by employees of enterprises, by their subcontractors and by other persons;

(d) Where necessary, marketing all or part of the mineral, petroleum or fisheries production falling to the Enterprise under the programmes decided upon;

(e) Carrying out any other functions that the High Authority or the Board of Directors may entrust to him which are not incompatible with either the Agreement of 14 October 1993 or the terms of this Protocol.

Article 13

CAPITAL

The authorized capital of the Enterprise shall be set at US\$ 100,000 and shall be wholly paid up by the two States.

Article 14

ALLOCATION OF CAPITAL

The percentage shares in the capital of the Enterprise shall be allocated as follows:

— Republic of Senegal 67.5 per cent;

— Republic of Guinea-Bissau 32.5 per cent.

Fifty-one per cent of the shares shall be A shares assigned to the States and may not be transferred.

Forty-nine per cent of the shares shall be B shares and may be transferred to the private sector.

On each sale, 67.5 per cent of the shares sold shall pertain to the capital of the Republic of Senegal and 32.5 per cent shall pertain to that of the Republic of Guinea-Bissau.

The forms and prerogatives related to these shares are defined in the articles of association of the Enterprise.

Article 15

RESOURCES

In addition to its equity capital (capital endowment, shareholders' "advances", contribution from States, subsidy) resulting from exploitation, the Agency's other resources shall be:

(a) *In respect of mining and petroleum:*

- The area tax;
- The *ad valorem* royalties on mineral production;
- The royalties on petroleum production;
- The tax on profits owed by the enterprises exploiting the mineral and petroleum resources of the Area;
- The additional petroleum levy;
- The share of the Agency's revenues derived from marketing mineral and petroleum (crude oil and natural gas) products in the exploitation of the resources of the Area.

(b) *In respect of fisheries:*

- Any revenues from marketing fishery products;
- Licence fees;
- Fines resulting from inspections;
- Compensation under agreements or contracts;
- Compensation for forced landings;
- Any specific charges, taxes or levies which the Enterprise may establish in connection with fisheries.

(c) *In respect of training and scientific research:*

- The contributions made under signed conventions, agreements and contracts by petroleum or marine fishing enterprises and international cooperation organizations involved in scientific mining, petroleum or marine fishing research, to the Enterprise's training and research efforts;

(d) *In general:*

- Any financial resources which the Agency may obtain within the framework of cooperation policies with States and/or international cooperation or financial agencies, similar organizations or State bodies;
- Any financial profit from investment of the sums available to the Enterprise.

PART THREE

TITLE VII. COOPERATION

Article 16

OBLIGATION TO COOPERATE

For the purposes of this Protocol, the States Parties and the Agency undertake to cooperate in respect of scientific research security, surveillance, rescue, protection of the marine environment, and transport in the Area. To this end, the Parties shall regularly exchange the information they obtain in the course of any activities they may carry out in the spheres listed below.

Article 17

SECURITY

17.1. As part of their security operations, the States Parties have policing and control rights in the Area on behalf of the Agency.

17.2. The States Parties and the Agency shall exchange information on any matter liable to affect prospecting, exploration and exploitation of the resources in the Area and on incidents that may adversely affect the safety of their activities.

Article 18

SURVEILLANCE

The States Parties and the Agency shall cooperate in surveillance activities in the Area.

Article 19

SEARCH AND RESCUE

The States Parties and the Agency shall cooperate in order to make arrangements for search and rescue operations to be carried out in the Area.

Article 20

TRANSPORT SERVICES

The States Parties and the Agency shall cooperate to provide transport services in the Area.

Article 21

BIBLIOGRAPHY, DOCUMENTATION AND DATA BANKS

21.1. The States Parties shall provide the Agency, free of charge and on condition of confidentiality, with all existing documentation on the Area and a bibliography thereof, in particular geological and geophysical data, including field tapes, drilling data and data on fishery resources and the marine environment, at the request of the Agency, which shall meet the cost of reproduction.

21.2. The States Parties grant the Agency unrestricted access to the aforementioned data free of charge and on condition of confidentiality.

Article 22

SCIENTIFIC AND MARINE RESEARCH

22.1. The States Parties and the Agency shall cooperate directly or within international organizations on scientific, technical and technological research in the Area and shall coordinate their activities in this sphere.

22.2. The States Parties shall also afford the Agency the opportunity to conduct scientific studies and research for itself, alone or in association with other States, organizations or companies.

22.3. In return, the Agency undertakes to provide the States Parties, at their request, subject to the confidentiality clauses pertaining to such studies, with the data, samples and/or results obtained in the course of such research.

Article 23

PROTECTION OF THE MARINE ENVIRONMENT

23.1. The States Parties shall cooperate with the Agency to prevent or minimize pollution or any other type of degradation in the marine environment resulting from resource prospecting, exploration and exploitation activities in the Area. In particular:

(a) The States Parties shall provide the Agency with such assistance as may be requested of them under article 11, subparagraphs (m) and (n), of this Protocol;

(b) When pollution of the marine environment within the Area extends beyond it or there is a risk of its doing so (currents, winds, direction), the States Parties shall cooperate in order to take steps to prevent, mitigate or eliminate such pollution.

23.2. In accordance with article 11, subparagraphs (j), (k), (l), (m) and (n), of this Protocol, the Agency shall lay down regulations to protect the marine environment in the Area. It shall establish an emergency plan or management plan to combat pollution and any degradation arising from resource prospecting, exploration and exploitation activities in the Area.

23.3. Companies shall be responsible for damage and expenditures incurred by pollution and any form of degradation of the marine environment arising out of their resource prospecting, exploration and exploitation activities in the Area in accordance with the rules and regulations in force.

PART FOUR

TITLE VIII. APPLICABLE LAW AND DISPUTE SETTLEMENT

Article 24

APPLICABLE LAW

24.1. The law applicable to mineral and petroleum resource prospecting, exploration and exploitation activities and to surveillance and scientific research in the mining and petroleum sphere shall be the law of Senegal, amended or modified in accordance with paragraph 10.4 (b) above, in force on the date of signature of this Protocol.

24.2. The law applicable to fisheries resource prospecting, exploration and exploitation activities and to surveillance and scientific research in the sphere of fisheries shall be the law of Guinea-Bissau in force on the date of signature of this Protocol.

24.3. The High Authority may, in accordance with article 11, paragraph 1, of this Protocol and with the objectives of the Agreement of 14 October 1993, propose to the States Parties modifications or amendments to the above rules and regulations.

Article 25

DISPUTE SETTLEMENT

25.1. Any dispute between the States Parties concerning the interpretation or implementation of this Protocol shall be settled in accordance with article 9 of the Agreement on Management and Cooperation of 14 October 1993.

25.2. Any dispute between the Agency and a contracting State concerning the interpretation or implementation of this Protocol shall be resolved initially by direct negotiations.

If the dispute has not been resolved after three months, it shall be settled by arbitration.

25.3. The States Parties are responsible for enforcement of arbitral awards.

25.4. All conventions and fisheries agreements and contracts concluded by the Enterprise must contain specific provisions setting out procedures for the settlement of disputes concerning the interpretation or implementation of the said conventions and fisheries agreements and contracts.

PART FIVE

TITLE IX. INTERIM PROVISIONS

Article 26

ADVANCES OF FUNDS

The States Parties undertake to provide the Agency with the necessary funds for it to operate for a period of one (1) year.

The amount of the advances shall be set at \$US 250,000, 67.5 per cent for the Republic of Senegal and 32.5 per cent for the Republic of Guinea-Bissau. The said period may be extended by the High Authority at the request of the Secretary-General.

The amount of the advances shall be set on the basis of an annual budget submitted by the Secretary-General.

Contributions shall be paid in accordance with the following schedule:

- Fifty per cent of the share of each State Party, to be paid sixty (60) days from the date of entry into force of this Protocol as established in article 28 below;
- The balance, i.e. 50 per cent, to be paid six (6) months from the date of entry into force of this Protocol.

The funds shall be posted:

- Either as a shareholders' advance to be consolidated into the capital of the Enterprise up to the percentage shares of the States Parties, with the residue

- being considered as a long-term loan repayable in five (5) equal annual instalments from the year of entry into operation of the Enterprise;
- Or as a long-term loan or initial set-up costs repayable in five (5) equal annual instalments, the first instalment of which shall be paid at the latest during the fifth year from the date of entry into operation of the Enterprise.

PART SIX

TITLE X. FINAL ARTICLES

Article 27

AMENDMENT

27.1. This Protocol, which shall be an integral part of the Agreement of 14 October 1993, may be amended by the States Parties.

27.2. Amendments and modifications may not have the effect of incurring to the Agency any charges that are not covered by additional resources.

Article 28

ENTRY INTO FORCE

This Protocol shall enter into force on the date of exchange of the instruments of ratification.

DONE at Bissau on 12 June 1995

For the Government
of the Republic of Guinea-Bissau:

JOÃO BERNARDO VIEIRA
President of the Republic

For the Government
of the Republic of Senegal:

ABDOU DIOUF
President of the Republic
